

el-oumami

الأممي - l'internationaliste

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE : 3 F - MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1980 - N° 11

Contre la violence légale de l'Etat bourgeois ,
contre la violence para-légale des «Frères Musulmans» ,
contre tous les agents de la collaboration de classe



Flics - Khouandjia : même combat !

**ORGANISONS-NOUS POUR
PREPARER NOTRE AUTODEFENSE!**
(P.3)

Algérie

**Le «plan anti pénuries»...
c'était du bluff !**

(P.6)

SOMMAIRE

En langue française	
Immigration : comment faire face à la menace qui pèse sur les travailleurs algériens	4
Maghreb :	
- Etre femme en Algérie	9
- Au Maroc aussi la "libéralisation"	10
- Tunisie "ouverture" ou pas, les travailleurs luttent	11
théorie : sur la violence et la dictature prolétarienne	12
international :	
- la signification du "golpe" en Bolivie	14
- Il y a dix ans s'éteignait Amadéo Bordiga	16
Politique : remarques critiques sur le mouvement qui avait secoué la Kabylie et Alger	18
En langue arabe :	
- Qu'est ce que le communisme? ..	22
- Les communistes et la question culturelle	24
- Comment riposter efficacement à l'offensive anti-immigrée	24

**De Pologne, une formidable bouffée d'oxygène
pour tous les ouvriers du monde ! (P.15)**

La colère gronde en Algérie

Le 31/7/80

La colère gronde de plus en plus en Algérie face à un régime qui devient de plus en plus féroce et insupportable, face à une bourgeoisie réactionnaire qui utilise tous les moyens pour se maintenir, l'Algérie est devenue une terre de privilèges où le pauvre n'a plus le droit, ni les moyens de vivre dans des conditions convenables. Devant un parti et une administration pourris où la corruption règne, tous les moyens sont bons pour maintenir cette situation et cette domination. J'ai moi-même écrit plusieurs lettres de protestations mais je savais que les lettres ne trouveront jamais un écho favorable et je sais déjà que j'aurais des problèmes et vous savez lesquels, car, dans ce pays le pauvre n'a pas le droit à la parole, son devoir c'est de se taire et laisser l'élite faire son travail pour conduire l'Algérie je ne sais où si ce n'est au chaos et à la domination de la bourgeoisie et de ses valets. Où en est l'Algérie d'aujourd'hui, terre de privilèges, on constate la quasi-pourriture qui sévit dans l'administration allant du simple policier, le gendarme, à la mairie, à la Wilaya... symboles de la corruption. Ce qui est scandaleux c'est qu'on trouve à la tête des institutions nationales des gens irresponsables pour ne pas dire qu'ils s'en foutent carrément de la vie économique et sociale, des gens qui ne respectent pas la dignité humaine. C'est la loi malthusienne qui règne dans ce pays ; un pays où si on n'a pas de gens bien placés dans l'administration, on n'obtient rien sur tous les plans, travail, logement, ... etc. Il ne faut pas espérer grand-chose, un vrai labyrinthe. Mais il faut dire, et

surtout ne pas oublier qu'un jour ou l'autre tout le monde, en aura assez ! En ce qui me concerne, je ne peux rentrer en Algérie pour le moment, car je risque gros car peut-être je suis déjà connu, en plus, mes parents habitent 2 petites pièces avec 10 gosses, il n'y a pas assez de place pour me contenir. Aussi je dois vous dire que ce n'est pas les derniers événements qui m'ont fait parler, ce n'est qu'un problème parmi tant d'autres, car j'ai toujours lutté, il faut prendre les choses dans leur globalité et prendre en compte l'ensemble des problèmes et surtout sans discrimination, car nous luttons pour un avenir meilleur et c'est ça notre but (...). Les divergences nous saurons les dépasser car la volonté existe, et par notre union, notre action, notre détermination, nous pourrions arriver à faire quelque chose. (...)

Un lecteur algérien (Lyon).

Pour El-Oumami

Le 01/09/80

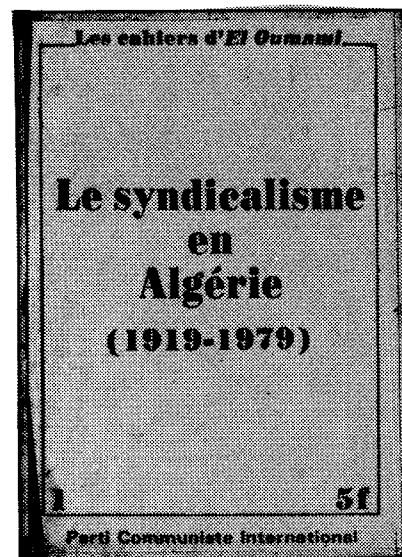
L'occasion m'a été fournie de passer en revue plusieurs de vos publications en langue française, où vraiment j'étais intéressé par le contenu qu'on y trouve et l'analyse socio-politique fournie. S'il y a un vœu à émettre, c'est de voir un jour se réaliser la jonction, l'alliance des diverses couches opprimées, par le biais d'une organisation politique réfléchie, répondant aux aspirations de la classe ouvrière.

Concernant la situation du prolétariat en Algérie, la fin de toute action revendicative demeure la prise du pouvoir par la classe ouvrière en tant que classe organisée.

Pour pouvoir réaliser une telle perspective, les ouvriers doivent lutter en vue de transformer la superstructure existante, en tant que reflet du pouvoir bourgeois. C'est dire la nécessaire constitution de syndicats autonomes d'ouvriers, de paysans et d'étudiants ainsi qu'une organisation ayant pour principes de base le marxisme-léninisme.

Pour conclure, je formule le vœu qu' "El-Oumami" soit diffusé sur une grande échelle, principalement en Algérie, et, que ce dernier traite des problèmes de la classe ouvrière en Algérie, où l'analyse dans l'évolution des rapports de forces sera mise en relief et surtout parvenir à dégager une plateforme politique où seront exposés les principes directeurs pouvant donner naissance à une forme de sensibilisation et de mobilisation effective. C'est à dire la mise en relief des éléments d'approche pouvant concourir, stimuler la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat. A cet effet l'exemple de la Pologne est édifiant, même si l'évolution du syndicat diffère de celle de l'Algérie.

Un lecteur d'Algérie



Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Editions Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

sup. Proletaire 320 - imp. G. Tautin

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

ORGANISONS-NOUS POUR PREPARER NOTRE AUTODEFENSE!

Ces derniers temps, les sectes intégristes des "frères musulmans" ont beaucoup fait parler d'elles en accentuant leur terrorisme politique et idéologique, avec la complicité des mass-media (RTA, "El-Chaâb", notamment), en multipliant leurs lâches agressions contre les jeunes qui ne veulent pas se laisser faire face à l'exploitation et à la répression grandissantes. Et ce, avec un acharnement tel, qu'on ne peut l'expliquer que par l'impunité totale dont bénéficient ces sectes en Algérie.

Ce n'est pas un hasard si tout cela se produit à l'heure même où l'Etat est obligé de lever le masque et de dévoiler sa véritable nature de classe bourgeoise, anti-ouvrière et anti-populaire, en lançant ses CNS et ses darkis contre les ouvriers et les jeunes en lutte, comme on l'a vu récemment à Alger et en Kabylie, sans parler de l'amplification du flicage quotidien sous prétexte d'"assainissement".

En effet, la violence *para-légale* des bandes de "frères musulmans" ne fait, dans la réalité, que compléter la violence *légale* de l'Etat bourgeois lui-même. Il est vrai que le cas des "frères musulmans" n'est pas aussi simple que celui des "Baathistes", par exemple. Ces derniers travaillent carrément au sein de FLN et de l'UNJA.

Lors des manifestations qui ont secoué au printemps la capitale ainsi que la Kabylie, les "Baathistes" ont défendu ouvertement les positions du gouvernement en participant à la répression du mouvement, sous prétexte de lutter contre le "régionalisme", au nom du mot d'ordre de l'"unité arabe".

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Les actes des "frères musulmans" *aussi* s'insèrent dans le cadre d'une même stratégie bourgeoise. C'est la *stratégie de l'Ordre*. C'est la stratégie qui consiste à défendre avec acharnement et, s'il le faut, avec fanatisme, le régime social fondé sur la *propriété privée* de la terre et des autres moyens de production, ainsi que les rapports économiques et sociaux basés sur l'*exploitation du travail salarié*. C'est pourquoi, toutes les classes possédantes se reconnaissent dans cette stratégie de l'Ordre, même quand telle ou telle fraction bourgeoise n'éprouve pas encore le besoin de recourir à la méthode qui marie terrorisme politique et terrorisme physique.



Les néo-staliniens du PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste, ex-PCA) font preuve d'une escroquerie politique flagrante quand ils font semblant de "lutter" contre les bandes de "frères musulmans" ... en appelant à l'intervention de l'Etat. Comme si l'Etat n'était pas précisément l'organe au moyen duquel la bourgeoisie impose quotidiennement aux masses son système d'exploitation et d'oppression. Comme si les "frères musulmans" ne bénéficiaient pas de la complicité certaine de gens bien au chaud dans les hautes sphères de la bureaucratie civile, militaire et judiciaire.

Les révisionnistes du PAGS s'acharnent à vouloir entraîner les ouvriers et les jeunes combattifs sur le terrain de la *collaboration de classe*, c'est-à-dire la collaboration avec l'ennemi qui nous exploite, nous flique et n'hésite pas à abattre sur nous sa trique chaque fois que nous ressentons le besoin de bouger pour respirer. Ces opportunistes tentent de cacher la violence *légale* de l'Etat bourgeois en agitant la menace des "frères musulmans" et des "Baathistes". Ils essaient de paralyser les tentatives de riposte des groupes de jeunes travailleurs qui ne veulent pas rester les bras croisés. Pire, ils cherchent à mettre au service de l'Etat bourgeois les tentatives de révolte saines contre les attaques des "frères musulmans".

Les choses ne se passent pas autrement dans l'émigration. Au moment même où la bourgeoisie impérialiste française renforce le *contrôle de l'immigration*, institutionnalise les expulsions et refoulements à travers les lois Barre-Bonnet-Stoléro-D'Ornano et menace de renvoyer des dizaines de milliers de prolétaires algériens après les avoir longtemps surexploités les bandes racistes et les groupes fascistes multiplient lâchement leurs agressions contre les travailleurs immigrés.

Et que font les cousins du PAGS en France, c'est-à-dire les néo-staliniens du PCF ? Ils condamnent la violence *d'où qu'elle vienne* ... sauf celle de l'Etat bourgeois dans la mesure où ils appellent au renforcement de celui-ci et à la création de commissariats de police là où ils n'existent pas dans les quartiers ouvriers ! Bref, ils participent pleinement au flicage accru qui vise avant tout à intimider la classe ouvrière.

Il est clair que pour arriver à relever le défi de l'Etat bourgeois et des bandes parallèles qui travaillent le plus souvent la main dans la main avec la police, il faut *aussi* combattre dès aujourd'hui tous les agents de la collaboration de classe infiltrés dans les rangs du prolétariat, tous les champions de la "paix sociale" et de la soumission à la légalité bourgeoise. Cela suppose que nous combattions également l'orientation des Trotskyistes qui nous appellent à faire le "front uni" avec les "volontaires". Il faut *compter sur nos propres forces*.

La bourgeoisie agite la menace du bâton et lance contre nous ses flics et ses bandes parallèles dans l'espoir de nous intimider. Pour nous dissuader d'employer les armes irremplaçables de notre classe : la grève avec piquets, la solidarité ouvrière, l'union de nos rangs, les manifestations de rue, l'organisation de réseaux indépendants de l'Etat, l'auto-défense et l'utilisation de la violence collective.

Ne nous laissons pas intimider par la bourgeoisie. Au demeurant, si la bourgeoisie étale aujourd'hui sa force, c'est, d'un point de vue, un bon indice : elle a peur que l'approfondissement de la crise de son système et l'aggravation de la misère qui en résulte pour les masses poussent celles-ci à faire violemment irruption dans la rue.

A vous, jeunes prolétaires et opprimés, notre parti dit : n'attendez pas que toute la masse bouge pour commencer à faire quelque chose ! Partout, dans les quartiers, les cités, les usines, les lycées, les cafés, il faut prendre contact et tisser des liens avec tous ceux qui veulent se battre. Il faut tenir compte du contrôle policier et de la nécessité de préserver l'avenir du mouvement et donc la sécurité des noyaux combattifs existants. Mais il ne faut plus attendre pour commencer à organiser des foyers de résistance, surtout dans les quartiers, aux bandes de "frères musulmans", de "Baathistes" et autres fanatiques au service des exploiters, sans parler des structures créées pour institutionnaliser la collaboration de classe comme l'UNJA.

L'heure est à l'organisation de toutes les énergies saines qui se révoltent contre la violence *légale* et *para-légale* de la bourgeoisie pour préparer les conditions d'une véritable auto-défense prolétarienne. Les communistes révolutionnaires tâcheront d'y contribuer de toutes leurs forces.

"Quand on connaît l'adversaire et les raisons de sa force mieux qu'il ne se connaît lui-même, et que l'on tire sa propre force d'une conscience claire des buts à atteindre, on ne peut pas ne pas vaincre!"

(A. Bordiga, 1921)

Comment faire face à la menace qui pèse sur les travailleurs algériens

La crise capitaliste pousse la bourgeoisie impérialiste française à s'attaquer bestialement aux conditions de vie déjà précaires de la partie immigrée de la classe ouvrière. Comme nous l'avons rappelé dans notre numéro précédent, c'est dans le cadre d'un plan d'ensemble que la bourgeoisie s'apprête à expulser massivement un grand nombre de travailleurs algériens.

En effet, les accords qui viennent d'être signés par les gouvernements algérien et français stipulent que les travailleurs algériens entrés en France après 1962 n'auront droit qu'à un sursis de 3 ans et 3 mois avant d'être renvoyés. Par ailleurs, le gouvernement français prévoit un certain nombre de mesures visant à faire partir 35 000 travailleurs algériens par an.

S'il est vrai que cette menace a pu aggraver le climat d'insécurité et d'inquiétude dans lequel le capitalisme plonge un nombre, chaque jour plus important de prolétaires réduits au chômage, il faut également rappeler que les attaques de la bourgeoisie impérialiste ne peuvent que susciter des réactions de défense de la part de groupes combatifs parmi les travailleurs immigrés algériens.

Que ce soit lors de discussions avec des groupes restreints de travailleurs, ou à l'occasion de réunions publiques, il est facile de se rendre compte que chez de nombreux travailleurs, la détermination et la bonne volonté, existent. La question qui se pose, c'est surtout, comment faire face aux attaques bourgeoises qui nous visent, comment mobiliser, et organiser nos frères qui vivent les mêmes problèmes que nous, comment constituer la force qui nous est indispensable pour affronter l'Etat impérialiste qui dispose d'innombrables moyens ?

Compter sur nos propres forces

Pour affronter sérieusement la "démobilisation" qui paralyse la grande masse des travailleurs menacés, les ouvriers combatifs qui ont à cœur le souci de mobiliser et d'organiser leurs camarades, doivent remonter aux racines de cette "démobilisation". Celle-ci s'explique largement par l'attentisme, le poids néfaste des fausses promesses du gouvernement algérien et de ses représentations en France etc.

Durant toute la période où les gouvernements français et

algérien menaient en cachette leurs négociations, sur notre dos, beaucoup de travailleurs réagissaient de la sorte : "attendons d'abord ce qui ressort de ces négociations, et puis on verra..." Et même lorsqu'ils ne peuvent s'empêcher de se rappeler que l'Etat algérien n'a rien fait jusqu'ici pour les travailleurs immigrés, ils ajoutent : "Mais cette fois-ci c'est un grand coup... le gouvernement algérien ne laissera pas faire..."

C'est de là que vient la paralysie. Les ouvriers qui sont déterminés à se battre contre les attaques de l'Etat impérialiste, doivent comprendre qu'ils

ne pourront absolument rien faire, s'ils ne combattent pas avec acharnement l'esprit d'attentisme, cet esprit qui consiste à compter... sur notre gouvernement.

Que l'on nous comprenne bien. Nous ne disons pas aux travailleurs combatifs : allez donner des cours à la masse des travailleurs sur la nature politique de l'Etat en Algérie, et leur dire qu'il faut le renverser pour instaurer le vrai socialisme etc. Il s'agit d'un travail d'éducation politique qui revient au parti de classe, et qui s'adresse nécessairement à une couche très restreinte aujourd'hui au sein du prolétariat.

Le travail en direction de la masse des travailleurs, aujourd'hui, consiste à leur faire sentir, en partant non pas de positions politiques générales mais de l'expérience qu'ils ont vécue, qu'il est absurde d'attendre qui que ce soit pour nous défendre, qu'il ne sert à rien de confier l'avenir de nos enfants et le nôtre à notre gou-

(suite p. 5)

Solidarité avec les ouvriers saisonniers !

360 ouvriers saisonniers marocains employés dans le secteur maraîcher sur le département du Loiret ont entamé un mouvement de grève le 5 mai dernier et ce malgré leur éparpillement.

Ils entendaient ainsi exprimer leur refus des conditions de travail et de vie qui leur sont imposées (11 heures de travail/jour, pas de repos les jours fériés, non-paiement des heures supplémentaires et du voyage aller-retour vers le pays d'origine, logement insalubre, etc...) et du statut même des contrats saisonniers par lequel les patrons veulent perpétuer leur division avec les autres catégories de travailleurs.

Ceci n'a pas empêché la CGT de réclamer ... l'application de ce contrat devant les tribunaux acculant de ce fait les travailleurs à l'impuissance et à l'isolement. Elle aurait d'ailleurs à ce propos opposé un refus catégorique à toute forme de soutien, escomptant ainsi un pourrissement de la lutte pour imposer ses solutions. Déjà les travailleurs dont le contrat est terminé sont condamnés à la clandestinité et exposés ainsi aux expulsions et à la répression policière.

Les ouvriers revendiquent un contrat à durée indéterminée une carte de séjour et de travail permanente, de meilleures conditions de travail et de logement, l'amélioration des salaires et la réintégration de tous leurs camarades licenciés ou en fin de contrat. Ces ouvriers saisonniers qui sont dans une situation très précaire ont besoin de la solidarité active de tous leurs frères de classe !

Immigration

(suite de la p.4)

vernement même si ce dernier n'a jamais été avare de belles phrases... pour nous tromper.

Faisons les comptes concrètement. Qu'ont fait les représentations de l'Etat algérien en France (Ambassade, Consulat, Amicale) à chaque fois que nos droits, notre sécurité et notre dignité ont été touchés ? Absolument rien. Même quand un tra-

vailleux meurt, ils ne se donnent même pas la peine de payer son rapatriement. Pourtant, ce sont de véritables rackets lorsqu'il s'agit de soutirer du fric aux travailleurs immigrés. Qu'on demande aux camarades qui avaient lutté dans les foyers quelle a été l'attitude de l'amicale ? On saura qu'elle a tout fait pour saboter la grève, diviser les travailleurs, les obliger à payer les arriérés, etc.

Contre les illusions et les fausses promesses

Dans une situation de crise économique du capitalisme et d'offensive bourgeoise tous azimuts, il est compréhensible que des travailleurs se tournent vers la "perspective" du "retour au pays". Nous disons que ce comportement est compréhensible - que l'on pense aux chômeurs qui sont des expulsés en sursis. Mais, même dans une situation de crise économique grave, il ne s'agit pas d'une fatalité.

Si un grand nombre de travailleurs sont aujourd'hui accablés à rentrer en Algérie sans même avoir arraché leurs droits élémentaires, c'est parce que l'offensive bourgeoise, au lieu de coïncider avec une intensification de la résistance ouvrière, se déroule - ce n'est pas un hasard - au moment même où la lutte des foyers qui avait représenté ces dernières années, une formidable bouffée d'oxygène, a été obligée de reculer devant de se briser sous les coups de l'adversaire : intervention de la police et de la justice bourgeoises, parallèlement au sabotage de l'opportunisme syndical et politique.

Certes, nous ne pouvons nier le fait que dans la situation actuelle, tant à cause de facteurs économiques comme le chômage, qu'à cause du rapport de forces et du faible niveau de l'organisation ouvrière, le "retour au pays" constitue, pour des milliers de travailleurs algériens, une "solution" à laquelle ils sont contraints parce qu'ils n'ont pas le choix de décider - surtout dans l'isolement d'aujourd'hui - quoi que ce soit d'autre.

La même question se pose différemment lorsqu'il s'agit d'ouvriers combattifs ayant déjà dirigé des luttes, et qui ont des responsabilités organisationnelles devant leurs camarades qui se battent en France. Tout en montrant l'importance des revendi-

cations qui intéressent les travailleurs qui sont contraints de rentrer au pays, (transfert des droits sociaux, prise en charge des frais de déménagement, indemnité en Algérie en attendant de trouver du travail et le logement...), les ouvriers combattifs doivent montrer aux travailleurs qui les approchent et leur demandent des orientations de lutte, que l'important est de résister à l'exploitation et à la répression, que ce soit dans l'immigration ou en Algérie. Cela signifie que l'important est de garder des liens entre travailleurs en lutte, à défaut d'une organisation réelle qui puisse faire la jonction entre les luttes de l'immigration et celles qui se mènent au pays.

Nous ne parlerons pas ici de cette grande escroquerie de la bourgeoisie algérienne, qu'est la "réinsertion" (I). Rappelons seulement qu'il y a environ deux millions de chômeurs en Algérie ! Que chaque année, deux cent mille personnes en âge de travailler arrivent sur le marché du travail, c'est à dire, presque le double du nombre d'emplois créés dans le cadre du plan quadriennal ! Que le gouvernement algérien n'arrive même pas à "réinsérer" 5000 travailleurs immigrés par an, ce qui signifie qu'à ce rythme, nous devons attendre au moins jusqu'à l'an... 2060, pour voir se réaliser le plan de "réinsertion" de la bourgeoisie algérienne, inch-Allah !

Il est clair que, lorsque nous appelons les travailleurs à compter sur leurs propres forces pour affronter l'offensive bourgeoise qui ne fait que s'intensifier, nous ne parlons pas seulement des travailleurs directement touchés par la menace des expulsions massives durant les mois qui viennent, à savoir les travailleurs algériens.

Appelons à la solidarité de tous les travailleurs !

L'objectif de la bourgeoisie impérialiste est de s'attaquer en période de crise, à l'ensemble de la classe ouvrière. Mais dans la pratique, elle commence à s'attaquer aux travailleurs catégorie par catégorie, en jouant sur les divisions qu'elle aura pu entretenir au sein de la classe ouvrière : par sexe, par âge, nationalité, etc.

Dans le cas de l'immigration, la bourgeoisie impérialiste française s'attaque aux travailleurs nationalité par nationalité. Pourquoi ? Pour prévenir toute riposte collective de la part de l'ensemble de la classe ouvrière, parce qu'elle sait que la force des travailleurs réside dans leur union par-dessus les barrières de nationalités.

Si la bourgeoisie redoute notre force et s'applique par tous les moyens à nous en priver, que devons nous faire ? accepterons-nous de tomber comme des lapins dans son piège en disant : "puisque les travailleurs algériens sont les premiers touchés, ils n'ont qu'à se démerder tous seuls, après viendra le tour des autres nationalités..." ?

Il est vrai que les travailleurs algériens ne pourront arriver à sensibiliser leurs camarades d'autres nationalités qu'en se remuant eux-mêmes, qu'en prenant en charge eux-mêmes, leurs problèmes en main. Mais, cela ne saurait contredire l'appel à la solidarité de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité. au contraire, lutter et s'organiser sur la base de nos intérêts indépendamment de tous les Etats, ainsi que de l'opportunisme politique et syndical, c'est la meilleure manière de réveiller, d'entraîner les couches de travailleurs qui sont encore paralysées par la peur, ou qui subissent toujours - c'est le cas des travailleurs français - le poids du réformisme.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur certains problèmes qui nous semblent paralyser les efforts d'organisation, entrepris notamment par des noyaux combattifs parmi les travailleurs immigrés algériens.

(I) voir l'article le mythe de la réinsertion dans El-Oumami n°2 - Janvier 1979.

Le «Plan anti-pénuries» ... c'était du bluff !

LE MOIS DE RAMADAN CONSTITUE EN GENERAL UNE PERIODE DE GRANDES DEPENSES OU LES FAMILLES OUVRIERES SONT OBLIGÉES DE SORTIR LES QUELQUES RARES ECONOMIES QU'ELLES ONT PU FAIRE EN SE SERRANT LA CEINTURE DURANT TOUTE L'ANNEE DANS L'ESPOIR D'ARRIVER A JOINDRE LES DEUX BOUTS.

CELA SIGNIFIE QUE LE MOIS DE RAMADAN CONSTITUE EGLEMENT UNE PERIODE DE GRANDES PENURIES OU LA SPECULATION ET L'ENVOLEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DEPASSENT TOUTES LES BORNES. CETTE SITUATION NE VA PAS EVIDEMMENT SANS CONSTITUER UNE VERITABLE DYNAMITE SOCIALE QUE LA MOINDRE ETINCELLE RISQUE DE FAIRE EXPLOSER.

A quelques semaines du mouvement qui avait secoué la Kabylie et Alger contre la répression, l'Etat bourgeois ne tenait nullement à ce que le mécontentement social en réaction aux pénuries et à la hausse des prix ne débouche une nouvelle fois sur l'irruption des masses dans la rue.

En effet, la bourgeoisie sait pertinemment que la hausse vertigineuse du coût de la vie préoccupe vivement les travailleurs qui, malgré le climat répressif qui règne en Algérie, ne cachent plus leur mécontentement grandissant. L'organe central du FLN se fait l'écho de la bourgeoisie lorsqu'il écrit, comme pour tirer la sonnette d'alarme : "La hausse des prix suscite au jourd'hui des débats passionnés (sic). Que ce soit dans les bus, dans la rue, ou encore dans les foyers, toujours les mêmes commentaires, le même sentiment de frustration" (1).

C'est donc pour calmer ces "débats passionnés" et atténuer ce "sentiment de frustration" que la bourgeoisie algérienne a fait semblant de s'attaquer au problème des pénuries et de la hausse des prix en annonçant à grand fracas publicitaire son fameux "Plan anti-pénuries". Celui-ci a consisté à importer l'équivalent de 5 milliards de DA de produits qui manquaient sur le marché. Il s'agit donc d'un programme additionnel au programme global à l'importation pour l'année 1980 et qui était estimé à 45,5 milliards de DA.

"LA LIMITE DU SUPPORTABLE A ETE DEPASSEE"

Avant d'examiner le soi-disant "Plan anti-pénuries", afin de montrer comment la bourgeoisie algérienne ne fait que jeter de la poudre aux yeux des travailleurs pour retarder l'exploitation sociale, il est utile de cerner rapidement la situation sociale des masses laborieuses qui n'a cessé de se dégrader vu la hausse extraordinaire du coût de la vie enregistré surtout ces derniers temps.

"La vie est chère. Très chère". C'est l'organe central du FLN, *Révolution Africaine*, n° 859 du 8/8/80, qui a accouché de cette expression. Et le même organe ne peut s'empêcher d'ajouter : "La limite du supportable a été atteinte aujourd'hui, voire même dépassée". Voilà pour tous ceux qui nous accuseraient de regarder d'un oeil "pes-

simiste" la réalité que vivent dans leur chair les masses exploitées en Algérie.

A cet effet, nous avons fait un tableau pour rendre compte de la hausse du coût de la vie et des différences existant entre le relevé officiel des prix qu'est la "Mercuriale" et les prix effectivement affichés en s'en tenant exclusivement aux chiffres avancés par *Révolution Africaine* (n° cité).

Quand on sait que le SNMG demeure dans la réalité bloqué à 800 DA, il

est évident que les chiffres du tableau à eux seuls rendent compte de l'impossibilité pratique pour les larges couches de prolétaires et semi-prolétaires d'arriver à satisfaire leurs besoins minima sans recourir aux heures supplémentaires ou à d'autres expédients pour boucher les trous de fin de mois.

(suite p. 7)

1. *Révolution Africaine*, n° 859 du 8-14 août 1980.

PRIX AFFICHES EN JUILLET - AOÛT 1980				
Produit	Unité	Prix "Mercuriale" (DA)	Prix effectivement affichés (DA)	Différence (en %)
viande	kg	35	60	66,6
poulet	kg	12	22	83,3
semoule	q.	155	200	29,0
tomate	kg	1,70	2,60	52,9
carotte	kg	3,10	5	61,3
courgette	kg	3,10	6	93,5
aubergine	kg	3,35	8	100,7
lait évaporé	boîte	1,75	2	14,3
sucres	kg	2,70	3	11,1

vive la rumeur !

Notre journal "Tout va bien", *El-Moudjahid*, ne comprend plus. Sous la plume d'A. Zouied, il s'étonne à en perdre la tête, dans son édition du 29 juillet 80 : "Il a suffi d'un rien, d'une rumeur sans fondement pour mettre en arrêt de travail près de 450 travailleurs de l'Unité Matériel Agricole de Rouiba". En passant, notre journaliste de service rappelle que la "rumeur" remettait en cause la part du bénéfice annuel que devaient percevoir les travailleurs et remarque amèrement que ce "curieux comportement" (c'est-à-dire la grève) est "devenu courant dans le secteur public". Et pourtant cela n'apparaît jamais à la lecture d'*El-Moudjahid* !

Et A. Zouied de s'alarmer, avec le ton du lèche-bottes qui a peur pour sa petite place : "L'on demeure néanmoins confondu devant le fait que les travailleurs de l'UMA aient donné plus de crédit à la rumeur qu'aux assurances prodiguées respectivement par les responsables de l'ATU, de l'ATE de SONACOME, de la Fédération de la métallurgie, de l'Union Communale de Rouiba, du Parti ainsi que par le chef de datra". Eh oui ! Par les temps qui courent une "rumeur" vaut mieux que la "parole" de ceux chez qui vous émargez, monsieur Zouied !

(suite de la p. 6)

D'aucuns pourraient nous rétorquer que la période d'observation des prix (juillet-août 1980) est trop courte pour rendre compte fidèlement de la hausse du coût de la vie. Nous repro-

duisons, pour répondre à une telle objection, ce tableau de la *Direction des Statistiques et de la Comptabilité Nationale* (2) :

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION (base 100 : 1970)					
	Poids	1975	1976	1977	1978
alimentation, boissons tabacs.....	456,0	149,6	171,2	197,5	235,1
habillement et chaussures.....	147,9	142,9	148,6	168,2	198,9
logement et charges...	131,3	106,6	107,1	109,6	120,3
meubles et articles d'ameublement.....	68,8	136,5	144,6	159,9	193,5
services médicaux et de santé.....	25,0	114,8	114,9	115,4	125,1
transports et communications.....	72,7	121,1	127,0	130,4	136,3
services de spectacles, loisirs, culture.....	43,2	117,9	120,4	129,4	137,6
autres biens et services.....	55,1	137,7	145,3	162,8	203,1
Indice général.....	1000,0	137,1	149,3	167,2	195,9
VARIATIONS ANNUELLES (en %)					
Indice général.....		+8,8	+8,9	+12,0	+17,1
alimentation, boissons tabacs.....		+11,5	+14,4	+15,4	+19,0

Nous pouvons également examiner le prix de la viande et du poulet pour lesquels nous possédons des données

sur 10 ans, en se référant toujours à *Révolution Africaine* (même numéro) :

Produit	Unité	1970 (DA)	1980 (DA)	évolution 80/70 (%)	évolution annuelle (%)
viande	kg	12,30	60	387,8	19,5
poulet	kg	7,50	22	193,3	12,5

L'ETAT N'EST PAS INNOCENT

Face à cet état de choses, nombreux sont ceux qui mettent tous leurs espoirs dans l'intervention de l'Etat, tant celui-ci ne ménage aucun effort, à travers ses mass-media et grâce au service des larbins du PAGS, pour faire croire aux effets miraculeux de son "contrôle des prix". Qu'en est-il dans la réalité ?

"Les amendes pécuniaires auxquelles sont sujets ceux qui enfreignent la loi, avoue encore *Révolution Africaine* (même numéro), n'ont selon toute vraisemblance que peu d'impact sur certains commerçants qui n'apparaissent pas s'en inquiéter outre mesure". Une manière de reconnaître implicitement que les commerçants portent leurs amendes sur le compte ... des travailleurs qui consomment. Bref, les commerçants se foutent royalement de ce soi-disant "contrôle des prix" ... même lorsque les contrôleurs sont trop chers à corrompre !

Par ailleurs, les interventions de

l'Etat dans la commercialisation de la viande par exemple démontrent s'il en est besoin que les travailleurs n'ont rien à attendre de ce côté là. C'est ainsi que la viande congelée importée par l'Office National de l'Alimentation du Bétail (ONAB), notamment d'Argentine et d'Australie, est frappée par l'Etat algérien d'une taxe de 140% tandis que la viande fraîche importée par la SNGA (Société Nationale des Nouvelles Galeries Algériennes), surtout d'Irlande, de France et d'Italie, subit une taxe de 175 à 200%.

Tout ce qu'on peut dire là-dessus est que l'Etat algérien encourage vachement la consommation de la viande par les travailleurs ! Même *Révolution Africaine* ne peut s'empêcher de remarquer : "Les responsables de l'ONAB s'interrogent très légitimement d'ailleurs, si la viande n'est pas considérée comme étant un produit de luxe pour tomber aussi cruellement sous le coup du fisc" (id.).

LES PENURIES, CE N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE !

En bons démagogues, les bourgeois n'hésitent pas à expliquer que s'il y a pénuries et hausses des prix, cela est dû au manque de développement du pays, à l'insuffisance de la production, etc. Pire, les bourgeois vont jusqu'à insinuer que s'il y a pénuries, c'est que les travailleurs ne produisent pas assez et que les paysans préfèrent quitter la terre pour chercher une situation "plus avantageuse" en ville.

Les bourgeois se gardent bien de dire que le développement capitaliste de ces dernières années a lui-même accentué la paupérisation des campagnes et a approfondi le fossé de classes, en contribuant par là-même à la cristallisation des différences sociales entre la bourgeoisie qui n'a cessé de consolider depuis l'indépendance sa richesse et son pouvoir politique et les masses exploitées, avec à leur tête le prolétariat, dont la situation sociale se détériore chaque jour davantage.

En effet, les pénuries et la hausse du coût de la vie touchent essentiellement la classe ouvrière et les autres couches laborieuses des villes et des campagnes. Si l'on prend par exemple la période de la fin du premier plan quadriennal, c'est-à-dire 1973-74 on verra que 22% de la population en Algérie se partagent 57% de la masse salariale, alors que 78% de la population se partagent le reste, c'est-à-dire 43% de la masse salariale. En termes plus clairs, le rapport entre le plus haut salaire et le plus bas salaire est de 1 à 17. Ainsi, un bureaucrate de l'Etat peut consommer 17 fois plus qu'un ouvrier pour être en mesure de pondre une circulaire ... limitant les salaires ouvriers au strict minimum ou... une loi réprimant toute lutte ouvrière.

Et encore, il ne s'agit là que de la partie visible de l'iceberg : les salaires des cadres bourgeois ne rendent pas compte de toute la richesse matérielle à laquelle ils ont accès de par leur situation sociale, et qui doit englober les primes et indemnités diverses, les voitures de service, les villas de fonction, les "missions" à l'étranger, les propriétés, et enfin le bakchich... Quant aux bourgeois non salariés du "privé", nul n'a la force de commencer l'examen même superficiel du volume et de la composition de leurs fortunes...

Par ailleurs, il faut remarquer que la hausse des prix touche surtout les produits alimentaires, comme le montrent si bien les indices des prix à la consommation depuis 1975. Or, selon une enquête sur la répartition du budget familial dans la région d'Alger il ressort que 45,6% des dépenses vont à la nourriture, 14,8% à l'habillement,

(suite p. 8)

(2) L'Algérie en quelques chiffres (1979), DSCN, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

(suite de la p. 7)

13,1% au logement, c'est-à-dire que 73,5% du budget d'un ménage sont consacrés à la satisfaction des besoins essentiels, à la survie (ménage moyen à Alger) (3).

Mais comme il ne s'agit que d'une moyenne, c'est-à-dire que ces chiffres ne permettent pas en eux-mêmes de distinguer les différentes classes socia-

les auxquelles appartiennent les ménages étudiés (alors qu'Alger constitue l'un des plus grands fiefs de la bourgeoisie algérienne), il est évident que les ménages ouvriers consacrent dans la réalité beaucoup plus de 45,6% de leur salaire à la nourriture et, en général, plus de 73,5% à assurer leur survie. Cela signifie par conséquent que les ménages ouvriers sont les premiers touchés par la hausse du coût de la vie.

DU BLUFF ... RIEN QUE DU BLUFF !!!

Examinons maintenant en quoi consiste le fameux "Plan anti-pénuries", tant vanté par la presse aux ordres. Dans son numéro 856 du 18-24 juillet 1980, *Révolution Africaine* a présenté de la manière suivante les résultats du "Plan", pour ce qui est des importations durant le mois de ramadan pour la wilaya d'Alger : 8 194 tonnes de viande congelée et fraîche, 114 millions d'oeufs, 100 tonnes de fromage, 470 tonnes de vermicelles, 150 tonnes de pois chiches et enfin 190 000 litres d'huile de table.

Rappelons que la wilaya d'Alger compte environ 3 millions d'habitants, avec ceux qui y travaillent sans y résider vraiment (les travailleurs qui viennent de Kabylie par exemple et qui rentrent chaque week-end, etc.). En regardant de près les chiffres tapageusement avancés par la presse bourgeoise et en faisant une petite opération d'arithmétique (juste une division par 30 jours et par 3 millions d'habitants), on se rend facilement compte du résultat pour le moins ridicule obtenu par le fameux "Plan anti-pénuries".

Les efforts de la bourgeoisie ont sans doute finalement abouti à nourrir des insectes. On ne plaisante pas. Le résultat est là. Les insectes d'Alger, dans le cadre du "Plan", auront pu consommer : 0,2 centilitre d'huile par jour ; 1,66 grammes de pois chiches ;

5,22 grammes de vermicelles ; 1,1 gramme de fromage, 1,25 oeuf et enfin 91 grammes de viande (congelée et fraîche à la fois !).

C'est clair. Le programme "anti-pénuries" de la bourgeoisie algérienne gourmande de gros chiffres, c'est du vent pour les prolétaires et ceci pour deux raisons au moins : d'abord, avec des quantités aussi minables, un tel "Plan anti-pénuries" s'avère dans la réalité du bluff, rien que du bluff ! Ensuite, la bourgeoisie algérienne n'a même pas les moyens de faire durer son bluff, car pour y parvenir 12 mois par an, il faut 60 milliards de DA. Or, si la bourgeoisie algérienne est capable d'humour de temps en temps, elle tient surtout beaucoup à sa recette pétrolière...

Nous pouvons ajouter que le plus important dans cette question, c'est le salaire ouvrier. Tant que celui-ci reste pratiquement bloqué, il y a pénurie dans les foyers ouvriers, même si il n'y a pas pénurie sur le marché. Il n'est donc pas étonnant que sur 540 grèves signalées dans la période 1969-1973, 338 aient été déclenchées pour des revendications liées soit au paiement régulier des salaires, soit à leur augmentation. C'est aussi le cas des milliers de grèves qui ont eu lieu depuis 1973.

(3) chiffres tirés de l'ouvrage de T. Benhouria, "L'économie algérienne", F. Maspéro, Paris 1979.

Les staliniens n'arrivent plus « à accrocher, à convaincre... »

Dans son n° 98 du 10/6/80, l'organe central du PAGS, *Saout-El-Chaâb*, a publié la lettre d'un de ses fidèles lecteurs stalinisés, sous le titre : "Je n'arrive pas à accrocher, à convaincre...". Et le petit stalinien de se plaindre : "Là où je travaille, je n'ai pas encore réussi à faire de la bataille de la production l'affaire des masses". Intoxiqué par la propagande stalino-productiviste, il n'a découvert que très récemment que la question des salaires et de l'emploi "est un argument qui touche, sensibilise. Mais il m'est passé sous le nez. Je m'en suis aperçu par hasard, au bout de 3 ans, à l'occasion du renouvellement de l'AT".

Mais là où l'on voit que les staliniens du PAGS sont en perte de vitesse, c'est lorsque le lecteur commence à expliquer la méfiance des travailleurs vis-à-vis du mot d'ordre de la "bataille de la production" : "Les ouvriers disent que la BP signifie 'nous faire suer davantage ... pour que certains responsables puissent disposer de villas encore plus immenses'. Ces craintes sont encore plus profondes à cause des mesures prises contre les travailleurs qui finissent par comprendre que la BP c'est la suppression des primes...". Exact. Il ne reste plus, messieurs les staliniens, qu'à vous reposer dans les entreprises à coups de pieds au cul !

VIVENT LES LUTTES OUVRIÈRES !

Mais le meilleur indice qui montre pratiquement que la bourgeoisie est loin de réaliser les objectifs qu'elle escomptait nous est donné par les réactions ouvrières au lancement du décennement fameux "Plan anti-pénuries". Par les temps qui courent, les luttes ouvrières ne manquent pas. Seulement, la bourgeoisie tremblante tente de camoufler par un matraquage idéologique quotidien toute information concernant la vie et les luttes de la classe ouvrière.

Flash d'Algerie

Août 1980

L'essentiel des conversations tourne-presque toujours autour du logement, les pénuries et les prix. En ce qui concerne le logement, la situation est terrible, à titre d'exemple, un immeuble occupé par 5 familles françaises en 1962, est aujourd'hui occupé par 13 familles ; quand on sait la différence entre une famille française et une famille algérienne, on peut se faire une idée de la question.

Pour ce qui est de l'approvisionnement, les pénuries sont fréquentes sur des produits vitaux comme, le lait, les oeufs. L'eau est rationnée (coupures pendant une partie de la journée). Les files d'attente devant les Monoprix sont un spectacle quotidien. (...)

Le poids de la religion est plus fort aussi bien dans le discours du pouvoir que dans la rue (surtout au cours du ramadhan). Des jeunes appelés à Blida ont été menacés du TM s'ils sont surpris en train de rompre le jeûne. Des circolaires sont adressées dans les établissements scolaires pour expliquer que les émeutes étaient le fait de diviseurs du peuple à la solde de l'impérialisme.

Mais le mécontentement social, pour sa part, continue de grandir.

Ainsi, pendant la première semaine du mois de ramadan (entre le 13 et le 20 juillet), les chauffeurs poids lourds de la SNLB de Béjaia ont fait une grève pour réclamer l'amélioration des conditions de travail et la fourniture par la direction de vêtements de travail.

En même temps, les ouvriers de l'ONALAIT de Bir Khadem (Alger) ont trouvé le moment opportun pour priver les bourgeois de leur dose de lait : grève de deux jours avec occupation des locaux. La revendication principale portait sur une hausse substantielle des salaires. La nouvelle de la grève s'est vite propagée à Alger grâce à l'absence de lait sur le marché. La bourgeoisie a ordonné la répression de cette grève. Le détachement du Darak El Watani chargé de cette répression a menacé les grévistes de deux véhicules blindés qui ont pris position aux alentours de l'usine.

(suite p. 9)

être femme en algérie ...

En attendant de faire un travail sur la condition féminine dans les pays du Maghreb nous publions ici quelques notes d'une camarade sur la situation de la femme en Algérie pour faire ressortir le poids des discriminations juridiques et sociales qui pèsent encore sur le sexe féminin et les effets qu'elles ne peuvent pas ne pas avoir sur la lutte des classes.

Il y a longtemps que K. Marx a expliqué que la situation dans laquelle se trouvait la femme d'un pays donné était un bon indicateur du degré d'émancipation des masses de ce même pays.

Nous n'avons pas la place de rappeler ici l'ensemble des mesures prises par la première révolution prolétarienne victorieuse en faveur de la femme. Ces mesures bénéficiaient au premier chef à la femme prolétarienne car la femme de la bourgeoisie n'a jamais à souffrir avec la même intensité de toutes les discriminations qui frappent le sexe féminin. Elles concernaient les questions de l'égalité devant l'emploi devant l'instruction; l'égalité de rémunération et, en général, la protection de la femme devant les multiples éléments de l'arbitraire - privé et public - qui composent la situation générale discriminatoire dont souffrent les femmes : recherche de paternité, protection maternelle et infantile, aide à la mère seule, droit d'avortement, de divorce...

(suite de la p. 8)

Le 26 juillet, les ouvriers de la zone industrielle de Rouiba ont déclenché une riposte de classe contre l'austérité. La grève a pu rassembler environ 2 000 ouvriers de la SONACOME, SONAGHIER, SONIPEC et SNLB. Les revendications principales concernaient le paiement anticipé des congés annuels et une avance sur les bénéfices futurs. Les ouvriers ont pu arracher par la lutte une partie des revendications. Le lendemain, c'était au tour des ouvriers de la SNLB de Gué de Constantine de faire grève pour les mêmes revendications.

Nos syndicalistes jaunes de l'UGTA se voyaient débordés par les luttes ouvrières et craignaient par-dessus tout que leurs maîtres bourgeois ne leur reprochent leur incapacité à jouer leur rôle de police anti-ouvrière. Ils se sont mis à demander dans plusieurs entreprises que la direction paie les congés à l'avance pour prévenir les grèves qui se pointaient à l'horizon. Ce qui montre, s'il en était encore besoin, que les ouvriers n'arracheront rien sans la lutte de classe la plus intransigeante.

La bourgeoisie peut lancer tous les "plans" qu'elle voudra. Notre espoir est qu'aucun de ses plans n'arrivera à colmater les brèches qui n'ont cessé de s'ouvrir et de s'agrandir dans le mur de la "paix sociale". Que s'étendent, se généralisent et s'organisent les luttes ouvrières ! Guerre à l'austérité ! Guerre à la bourgeoisie qui s'enrichit sur notre dos ! Guerre à tous ceux qui tentent de justifier notre misère au nom des impératifs de l'"économie nationale" ! La seule bataille qui mérite nos efforts et nos sacrifices, c'est la bataille pour la défense de nos conditions de vie et de travail ! C'est la bataille au cours de laquelle nous forgerons la force dont nous avons besoin pour en finir avec tous les exploités !

Le faux socialisme algérien qui puise dans l'arsenal de l'Islam les justifications à la situation d'oppression terrible que subissent les femmes algériennes, est encore plus féroce dans sa politique de discrimination que les autres faux socialismes, mais c'est tous les mensonges déversés sur ce sujet comme sur l'ensemble des thèmes concernant la situation sociale des travailleurs.

Bonne pour la production et l'élevage de l'espèce des futurs producteurs de plus value, bonne pour l'entretien du prolétaire son époux, la femme est la "prolétaire du prolétaire", écrit Engels. C'est là une situation typique de toutes les sociétés de classe, basées sur l'exploitation.

*

Dans la liste des pays où l'Islam sert d'alibi pour tenter de masquer la gravité de la situation sociale, pour tenter de faire croire aux prolétaires qu'ils ont les mêmes intérêts à défendre que leurs exploités, pour leur faire miroiter le mythe d'un au-delà de justice et de fraternité, c'est l'Algérie de leur faire oublier leur misère d'aujourd'hui, leur misère de classe, pour trouver la justification à la mise à l'écart, à l'écrasement encore plus fort d'une catégorie de la population : le sexe féminin... dans cette liste de pays donc, l'Algérie ne démerite pas et la situation de la femme y est terrible. A elle seule, elle serait la plus éclatante démenti à ce mensonge éhonté qu'il y aurait chez nous la moindre once de socialisme.

La femme y est simple instrument de reproduction, éternelle mineure, main d'œuvre de réserve, vendue, humiliée battue, sous-éduquée, fliquée non seulement par les flics officiels, mais par ses pairs masculins : frères, pères, cousins, voisins...

Sa naissance même est considérée comme une demi-catastrophe : c'est un garçon qui était souhaité, devant lequel les matrones de la famille auraient dû s'extasier et se mettre à plat ventre, mais une fille... ! Une doctoresse qui a une longue expérience du milieu rural algérien expliquait - ré flexion intéressante - qu'en Algérie il y avait inversion d'un phénomène classique : celui de la surmortalité des jeunes garçons. Elle, elle avait observé que les petites filles mouraient en plus grand nombre. Elle en trouvait la cause dans une plus grande indifférence du milieu social envers la petite fille qui faisait que celle-ci recevait moins de soins (et sans que cela vienne d'une volonté délibérée et consciente évidente).

La petite algérienne, si elle a la chance d'accéder à la scolarisation n'aura droit en règle générale qu'aux premiers rudiments d'une instruction qu'il est considéré comme juste et légitime de donner d'abord aux garçons

Dès l'enfance la petite fille est préparée à son rôle futur d'épouse servante. Dès l'enfance elle est préparée à cette cérémonie barbare, à cette affaire purement commerciale que sera son mariage. Malheur à elle si elle a déjà eu des rapports sexuels avant le mariage. Le tabou de la virginité particulièrement fort dans toute la société entraîne un contrôle exercé par l'opinion publique qui enferme littéralement la femme dans un faisceau de surveillance si étroit qu'il en fait un être dominé qui s'habitue progressivement à limiter toute spontanéité, toute richesse d'expression, bref qui le mutilé.

Nouvelle épouse, elle n'a pas plus droit à l'autonomie et à la direction de son ménage que l'orsqu'elle vivait dans l'orbite familiale. Elle devient la domestique non rémunérée de la famille du mari, la servante docile de ses beaux-frères, beau-père et surtout de la belle-mère. La belle-mère est le personnage central de la famille élargie algérienne. Elle entretient des rapports plus qu'ambigus avec ses fils sur lesquels elle a reporté toutes les frustrations nées de la vie me quine que nous sommes en train de décrire, nées aussi d'une sexualité niée et piétinée. Les manifestations de jalousie sourde ou ouverte qu'elle va faire subir à sa belle-fille, celle-ci devra les supporter dans le silence pour ne pas laisser trop s'envenimer avec son mari des relations qui peuvent devenir très brutales s'il entre dans le jeu répressif de sa propre mère. La naissance d'enfants ne peut pas non plus être vécue par la jeune épouse comme un épanouissement. Sa maternité, ses enfants lui sont littéralement conquis. Il s'agit moins de ses enfants que de ceux de sa belle-mère qui va écarteler systématiquement la mère, sauf dans le domaine de l'allaitement. Si elle n'a pas d'enfants... c'est pire ! On lui fera sentir minute après minute qu'elle est atteinte d'une impardonnable infirmité. Et elle aura beau redoubler de soumission, d'humilité, elle n'échappera pas à ce qui peut devenir une véritable persécution. Il y a là une absurdité d'autant plus grande que la stérilité peut être due au mari... qui ne va évidemment même pas se poser la question. Un tour dans les hôpitaux permet de mesurer la gravité du problème : "un des filéaux de l'Algérie, expliquait un docteur de Kouba qui avait à soigner quantités de "maladies de belles-filles" dues à la malnutrition et aux mauvais traitements même dans des familles aisées, c'est la belle-mère".

Sans doute ce tableau devrait-il être nuancé et différencié en tenant compte des modalités que prend cette oppression selon les classes. Sans doute les filles de la bourgeoisie subissent-elles moins crûment les exclusions dont nous parlons. Mais les chiffres sont là qui témoignent :

- de la sous-scolarisation des filles : une fille d'âge scolaire sur cinq ne fréquentait pas l'école en 1978,
- de leur maintien dans l'armée industrielle de réserve : le taux d'activité des femmes était de 1,8% en Algérie (8,3% en Iran à la même date) * et en 1977, 5% seulement des femmes étaient actives

(suite p. 10)

Exigeons la libération immédiate de tous les détenus en Algérie !

Depuis la révolte de Tizi-Ouzou, nous avons consacré un effort important à la lutte contre la répression en Algérie. Outre le numéro spécial que nous y avons consacré au mois de mai, nous avons diffusé plusieurs tracts pour appeler à la solidarité de classe avec toutes les victimes de la répression bourgeoise. Nous reproduisons ici quelques extraits de l'un de ces tracts :

(...) N'oublions pas que si la bourgeoisie a été obligée de remettre en "liberté provisoire" les 24 camarades qui étaient détenus à la prison de BERROUAGHIA, cela est dû avant tout à la mobilisation sociale et non pas grâce aux lettres-pétitions adressées à Chadli comme le croient certains. Cependant l'inculpation qui les frappe n'est pas encore levée. Par ailleurs, 21 camarades ont déjà été condamnés à Oued-Amizour à des peines allant jusqu'à 8 ans de prison. Et ce n'est que le nombre des détenus officiels.

Combien y-a-t-il exactement de détenus ? Qui sont-ils ? Qu'est-ce qui les attend ? Que sont devenus les disparus ? Ce sont là quelques unes des questions que se posent avec inquiétude aujourd'hui les parents et amis des victimes de la répression bourgeoise. Ce sont des questions qui doivent intéresser tous les travailleurs.

La lutte contre la répression sous toutes ses formes ne concerne pas seulement les travailleurs kabyles. Notre parti a le devoir de mettre en garde les travailleurs contre le poison de la division entretenue par la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière pour perpétuer l'esclavage et l'ordre capitalistes.

En vérité, la répression bourgeoise vise à intimider toute la classe ouvrière ainsi que les masses pauvres susceptibles de se révolter. Pour preuve, la vague d'arrestations s'est étendue à Batna, Oran, Sidi Bel - Abbès et Tiaret. A Annaba comme à Bab Ezzouar et à Ben-Aknoun, ce sont les bandes de "frères musulmans" qui se livrent à des agressions armées parallèles au flicage et à la répression officiels.

Le Parti Communiste International appelle tous les travailleurs et tous les jeunes qui ressentent le besoin de ne pas rester les bras croisés devant l'exploitation et la répression croissantes, à se regrouper ensemble partout où il est possible de discuter de nos conditions de vie : dans les quartiers, les cités, les hôtels, les cafés, etc.

Pour préparer une riposte véritable à la répression bourgeoise il ne suffit plus de s'indigner. Il ne suffit plus de parler. Nos camarades emprisonnés, maltraités et souvent torturés comme l'attestent certains témoignages, ont un besoin urgent de notre solidarité concrète.

Ce ne sont pas les pleurnicheries démocratiques des lettres et pétitions adressées à Chadli qui feront reculer l'Etat bourgeois. Il faut construire patiemment un rapport de forces qui nous permettra de venger nos camarades assassinés et arracher ceux qui sont emprisonnés des griffes de la bourgeoisie (...).

(suite de la p. 9) ETRE FEMME EN ALGERIE

Les discriminations de salaire sont importantes, etc. Les éléments dont nous avons rendu compte plus haut restent difficilement mesurables mais ils sont bien réels. Il faut ajouter qu'une telle société qui habitue l'homme à ne voir dans la femme qu'un objet de reproduction et de plaisir, de mépris, de souffrance le mutile au même titre qu'elle mutile la femme. Celle-ci s'habitue progressivement, et au prix de quelles frustrations, à s'enfermer dans le rôle qu'on exige de lui voir tenir. Elle s'abêtit. Mais lui s'abîme autant qu'elle, même si le gâchis est différent. Et l'ensemble donne une société totalement déséquilibrée et suffoquante où rues et cafés ne sont peuplés que d'hommes qui ne trouvent pas à exprimer leur sexualité sur un mode normal et épanouissant (comment aimer et respecter celles que l'on a appris à mépriser, surveiller, réprimer ?) et de fantômes voilés condamnés à n'avoir de contacts qu'avec d'autres fantômes voilés avec lesquels les échanges seront forcément d'une terrible pauvreté puisque reposant sur un monde d'exclusions et de frustrations.

Seul le socialisme fera éclater les barrières dressées par le capitalisme entre les sexes. Le capitalisme a besoin que la production et l'entretien de la force de travail soit une affaire privée. Il a besoin qu'une catégorie de la population - en l'occurrence, les femmes - se spécialise dans ces fonctions. Il a créé l'idéologie discriminatoire qui permet de justifier la situation injustifiable faite à la femme. L'arsenal idéologique de l'Islam renforce encore cet arbitraire qui existe à des degrés divers dans toute société de classes. Et bien sûr, cette oppression pèse doublement sur le prolétaire. Mais qu'on ne vienne pas nous chanter que c'est du socialisme. Le socialisme mettra en place des structures qui permet-

tront que tous les individus participent à la vie sociale; que disparaissent les contraintes nées des nécessités de l'accumulation et de l'accroissement du capital. Le socialisme généralisera l'application d'un système de scolarisation qui mettra progressivement fin à la division entre le travail manuel et intellectuel. Le socialisme mettra fin à la nécessité de vendre sa force de travail pour recevoir la contrepartie salariale - qui consacre la transformation de l'être humain en marchandise - ou de crever si on ne trouve pas à la vendre. Le socialisme socialisera les tâches domestiques et mettra fin aux discriminations nées de la spécialisation de la femme dans ce type de fonctions. Le socialisme, en créant un type d'hommes et de femmes réellement épanoui, responsable, mettra fin aux tabous d'ordre sexuel et religieux nés d'une situation où l'insécurité et la misère sont des données permanentes. Alors nous sortirons de la préhistoire de l'humanité!. En attendant, les prolétaires doivent s'organiser pour résister à l'exploitation et à l'oppression capitalistes, comprendre que la force de leur adversaire se nourrit des divisions qu'il entretient grâce à un arsenal de mensonges à base de falsifications historiques et de prêches religieux. Hommes et femmes prolétaires unis n'ont que leurs chaînes à perdre, ils ont un monde à gagner.

*Il s'agit de l'année 1966

Au Maroc aussi, la "libéralisation" ...

Décidément, la Tunisie n'est pas seule à avoir la "chance" de connaître le vent du "renouveau" politique. Devant les risques d'exploitation sociale que la paupérisation croissante dans les pays du Maghreb ne peut que susciter, l'impérialisme

américain, champion de la démocratie et des "droits de l'homme", ne peut s'empêcher de faire pression sur les régimes de Bourguiba et de Hassan II pour les amener à entreprendre une libéralisation de façade dans l'espoir de canaliser et de stériliser les luttes sociales.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 17^e anniversaire de la déposition et de l'exil de Mohammed V par les Français, Hassan II vient de "gracier" plusieurs dizaines de personnes qui étaient emprisonnées ou recherchées pour "atteinte à l'ordre public ou à la sûreté de l'Etat". Il est à noter qu'un bon nombre des personnes "graciées" se trouvent en exil... Nous ne savons pas encore s'il existe des militants poursuivis en exil qui ont suffisamment de confiance dans les "promesses royales" pour rentrer volontairement au Maroc...

Toujours est-il que parmi les premiers bénéficiaires de la "libéralisation" en cours, on peut trouver des gens comme Abderahmane Youssoufi, représentant de l'Union socialiste des Forces Populaires (USFP) à l'étranger, parti bourgeois-réformiste célèbre pour des positions plus royalistes que celles du roi, notamment dans la politique criminelle d'annexion et de génocide contre le peuple Sahraoui. Il n'est donc pas étonnant que cette "libéralisation" n'ait pas concerné les travailleurs en bute à la répression quotidienne et les 150 militants qui se sont solidarisés avec les masses Sahraoui en lutte. Seule la lutte et la solidarité des ouvriers et des exploités peut faire reculer l'Etat bourgeois et arracher la liberté de mouvement dont nous avons besoin pour lutter.

LIBERATION INCONDITIONNELLE DE
TOUS LES MILITANTS EMPRISONNES AU
MAROC !

TUNISIE

« Ouverture » ou pas les travailleurs luttent !

Nous avons montré dans notre précédent numéro comment la bourgeoisie tunisienne tentait de faire miroiter aux travailleurs une "ouverture" politique que l'"opposition" démocratique dans toutes ses nuances se charge évidemment de présenter comme une initiative à encourager pour pouvoir dépasser l'état d'exception politique qui pèse sur les masses en Tunisie.

Depuis, la fameuse "ouverture" politique s'est accélérée. Un semblant de "renouveau" règne en Tunisie. Bourguiba a fait libérer de nombreux prisonniers politiques dont des militants de l'organisation maoïste El Amel Tounsi. Les démocrates bourgeois se rejouissent du fait que "jamais, depuis une décennie, gouvernement et opinion publique n'ont été si proches." (1)

Inutile de s'étaler sur la fonction réelle de ce soi-disant "renouveau" politique dans la lutte de classe en Tunisie. Nous écrivions à ce sujet dans notre numéro précédent: "Dans une période où la crise capitaliste ne peut aller qu'en s'approfondissant, le blindage de l'Etat bourgeois s'avère comme une nécessité politique du point de vue des capitalistes. Mais cela n'exclue pas que la bourgeoisie tente de jouer la carte d'une démocratisation de façade pour mieux stériliser les luttes ouvrières."

A ceux qui nous rétorqueraient que nous prenons nos désirs pour la réalité nous les invitons à lire attentivement ce passage que nous avons extrait de l'organe des démocrates bourgeois du MDS (Mouvement des démocrates sociaux de Mestiri, ancien ministre de la défense) "La recrudescence des mouvements de grève avec les risques de débordements et de provocations avaient créé un état de tension tel qu'un nouvel affrontement gouvernement - classe ouvrière n'était pas exclu. Les risques étaient réels de voir les jusqu'aboutistes des deux camps se retrouver face à face et mener le jeu." (ibid)

C'est donc dans l'espoir d'éviter un "nouvel affrontement gouvernement - classe ouvrière" que la bourgeoisie tunisienne a lancé, sous l'injonction des impérialismes américains et français, son "ouverture" politique. Ce n'est donc pas étonnant que les premiers bénéficiaires de cette "ouverture" furent les bourgeois populistes du MUP (Mouvement de l'unité populaire de Ben Salah, ex-ministre de l'économie), qui ont pu ainsi se réunir en Conférence nationale à Tunis, A. Mestiri, dirigeant du MDS qui a reçu l'autorisation de publier 2 journaux et les "frères musulmans" qui ont pu tenir une réunion le 27 du mois Ramadhan.

Les prises de position des différentes forces bourgeoises et opportunistes nous permettent par ailleurs de nous rendre compte du fait que ce "renouveau" "doit se faire par adaptation des luttes politiques et sociales aux cir-constances présentes" (ibid). Une manière de dire aux ouvriers: "Ecrasez - vous si vous voulez que la bourgeoisie continue son ouverture !"

Quant au dirigeant de l'ancienne bureaucratie syndicale, H. Achour, il s'est évidemment félicité de la décision de Bourguiba de libérer les dé-

nus politiques en ajoutant dans une déclaration téléphonique à l'AFP citée par *Démocratie* (numéro cité) qu'il était "prêt à participer efficacement au rôle que joue l'UGTT dans les domaines économique et social de la nation." Il fallait, a-t-il ajouté "remédier à l'actuelle inefficacité de l'UGTT pour l'amélioration du climat social dans le pays." Vous avez bien entendu, H. Achour s'en prend à l'actuelle bureaucratie syndicale de T. Abid non pas parce qu'elle tente d'embrigader la classe ouvrière pour l'empêcher de lutter mais parce qu'elle ne joue pas efficacement son rôle de police sociale pour "l'amélioration du climat social"!

Et que pensent les stalinien du PCT de cette fameuse "ouverture" politique? Ils "donnent de l'importance à chaque pas positif et soutiennent toute initiative allant dans le sens de l'intérêt national, fût-elle limitée" (2). Que la bourgeoisie tente d'appâter les ouvriers pour mieux les paralyser, c'est un pas "positif" pour les stalinien qui ne peuvent évidemment s'empêcher de soutenir!

Cependant, "ouverture" ou pas les ouvriers savent à quoi s'en tenir. Au moment même où les démocrates se gargarisent de "renouveau", les licenciements ne cessent pas de pleuvoir dans les entreprises, l'intervention des BOP pour briser les grèves ouvrières et l'arrestation des prolétaires combattifs sont toujours monnaie courante en Tunisie. A la STIA, les BOP ont dynamité les murs après que les ouvriers aient soudé les portes de l'usine occupée et 300 ouvriers ont été arrêtés lors de cet épisode. Le 22 juillet à la STEG, les BOP ont attaqué les grévistes et arrêté des ouvriers dont certains sont toujours poursuivis par la justice bourgeoise. Lors de la grève qui a eu lieu à la société de l'électricité et du gaz, 8 travailleurs ont été arrêtés, jugés et condamnés à une amende de 50 dinars (500FF) chacun.

On peut continuer de citer les exemples qui prouvent dans les faits que l'"ouverture" politique ne signifie pas moins de répression pour les ouvriers.

Les luttes courageuses que mènent les travailleurs pour la défense de leurs conditions de vie et de travail et contre la répression bourgeoise sont une preuve vivante que la bourgeoisie n'arrivera pas à réaliser les objectifs qu'elle escomptait. C'est ainsi que lors de la grève qui a vu l'intervention des BOP, les travailleurs de la STEG ont pu compter sur la sympathie et la solidarité de leurs frères de classe dans plusieurs secteurs (Assurances, santé, enseignement).

A la société "Anabib" de Ben Arous les ouvriers en lutte revendiquent l'augmentation de la prime de transport, la généralisation de la pri-

me de nuit et de la prime de lait pour contrecarrer les manœuvres de division de l'administration et l'octroi de la prime de risque ainsi que de la prime de kilométrage. A la SÔTOUFTEX d'El Kram, 125 ouvrières ont fait grève contre la limitation du congé annuel à 10 jours en exigeant 21 jours de congé en plus de deux jours pour l'Aïd, et ont réussi finalement à satisfaire leurs revendications.

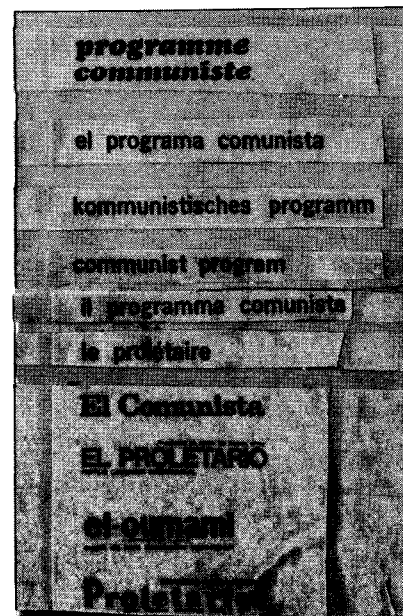
Le 27 juillet a eu lieu à Tunis une grève des ouvriers du nettoyage de la municipalité pour l'augmentation des salaires et l'octroi de primes de salis- sure, de risque, de logement et de transport. Les BOP sont intervenues pour briser la grève. A Menzel Bourguiba, les ouvrières de l'usine de textile "Sibl-el-Messe" ont fait grève pour réclamer la réintégration de leurs camarades licenciées pour s'être opposées aux emmerdements des contremaîtres et obtenir la prolongation de la pause du déjeuner.

A Béja, les ouvriers saisonniers de la coopérative centrale des semences ont fait grève pour l'augmentation des salaires et contre les licenciements. Les 768 ouvriers de la société "E-Rafaha" à Bir-Kasaâ ont fait grève le 7 août pour réclamer la prime de l'Aïd, une avance sur les salaires et contre les empiétements de l'administration. A Gabès, les travailleurs de la société régionale de transport ont arrêté le travail pour revendiquer la généralisation de la prime de logement et l'octroi de la prime de risque.

Ce sont là des exemples très révélateurs du fait que les ouvriers ressentent bien qu'ils n'ont rien à attendre du "renouveau" conçu par la bourgeoisie pour nous tromper mais tout de leur lutte intransigeante contre l'austérité et la répression bourgeoises !.

(1) voir *Démocratie* n° 80 - Août 1980

(2) Tribune libre dans *E-RAI* du 22/8/80



Violence, dictature, terreur, armes plus que jamais indispensables de l'émancipation prolétarienne

« Dans la conjoncture actuelle, créée dans le monde entier, et surtout dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus éclairés, les plus libres, par le militarisme, l'impérialisme, l'oppression des colonies et des pays faibles, la tuerie impérialiste mondiale et la « paix » de Versailles, la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes et d'une évolution pacifique vers le socialisme, n'est pas seulement un signe de médiocrité petite-bourgeoise : c'est aussi une duperie, la dissimulation de l'esclavage du salariat, la déformation de la vérité aux yeux des travailleurs. La vérité est que la bourgeoisie la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule pas devant le massacre de millions d'ouvriers

et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'Etat, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploités les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueront pas de faire dans l'espoir de restaurer l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission réelle de la classe entière des exploités. »

C'est ainsi qu'il y a soixante ans, s'exprimaient les délégués des jeunes partis communistes réunis à Moscou, dans les thèses rédigées par Lénine sur les Tâches principales de l'Internationale communiste.

Depuis ces années glorieuses, le prolétariat battu a dû abandonner le bastion avancé de la dictature internationale qu'il tenait. Mais en Russie, bien que son détachement victorieux ait péri d'une longue agonie due à l'isolement et à l'étouffement, la contre-révolution ne fut pas pacifique : le stalinisme massacra toute la vieille garde bolchevique dans les années trente. Depuis, la boucherie de la première guerre impérialiste a été dépassée par l'holocauste de la seconde, et la « paix » de Versailles enfoncée par le brigandage et la piraterie impérialiste des accords de Téhéran, Yalta et Potsdam.

Depuis, une formidable vague d'émancipation bourgeoise, antiféodale et anti-impérialiste, a libéré l'essentiel des continents « arriérés » du joug colonial direct de l'impérialisme. Mais la domination politique moderne de l'impérialisme, celle qui résulte de la puissance économique, financière et militaire des capitalistes les plus forts sur les plus faibles, n'a jamais atteint un degré aussi élevé : même des Etats impérialistes comme ceux d'Europe sont désormais eux-mêmes devenus vassaux, et les vaincus de la deuxième guerre mondiale sont toujours militairement occupés.

Jamais l'impérialisme n'a été aussi tyrannique, jamais non plus le militarisme n'a été aussi bestial : si en 1914, l'antagonisme se déchâna au sein de l'Europe entre l'Allemagne et l'Angleterre, les effectifs militaires de toute l'Europe (celle de l'Est comprise) équivalaient à peine à ceux de la seule Russie aujourd'hui, et ses dépenses militaires dépassaient à peine de moitié celle des deux « super-puissances » actuelles. De plus, le militarisme a gagné le monde entier : si la France et l'Angleterre se disputaient en 1920 le Moyen-Orient, les jeunes Etats qui sont nés en les chassant de cette région dépensent aujourd'hui autant pour leurs armées que les deux vieux impérialismes réunis. Et la seule Chine fait bien mieux encore !

Et que dire de la violence concentrée par ces armées ! S'il fallut en 1943 aux Anglais 17.000 passages d'avions sur Hambourg pour dévaster la ville, un seul bombardier américain et son escorte suffirent en 1945 pour détruire Hiroshima. Aujourd'hui les supergrands et les moins grands s'enorgueillissent de disposer dans leurs arsenaux nucléaires d'une puissance équivalente à 1,5 million de bombes Hiroshima, avec lesquelles ils mettent sous le joug les nations les plus petites et les classes exploitées de tous les pays...

N'empêche ! Jamais « la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes et d'une évolution pacifique vers le socialisme » n'a été assénée plus puissamment par la propagande des partis soi-disant « ouvriers », social-démocrates ou national-communistes, qui se révèlent ainsi les plus sûrs défenseurs de l'ordre établi. Quel atout pour la bourgeoisie que de pouvoir disposer, outre la terreur, de l'appui total des larbins qui s'attachent à montrer que la seule manière de se défendre contre la société capitaliste, ce n'est pas de la détruire, mais de s'y soumettre !

Mais voilà, la misère et les antagonismes provoqués par le capitalisme lui-même entraînent inmanquablement une succession de conflits ouverts où le vainqueur est celui qui concentre le plus de moyens de pression et peut briser l'adversaire. C'est la raison pour laquelle le pacifisme n'a pas davantage empêché la seconde guerre impérialiste que la première. C'est la raison pour laquelle le légalisme et le pacifisme social n'ont jamais empêché la guerre civile. Mais ils privent les masses exploitées et opprimées de leur force en les paralysant devant un adversaire déterminé.

Les appels à la « non-violence » ont-ils permis la décolonisation sans violence de l'Inde ? Non : ils ont permis aux impérialistes anglais de s'acquiescer en douceur et aux classes dominantes de restaurer le pouvoir au prix d'une moindre transformation sociale ; et la violence des masses, au lieu de détruire radicalement les vieux rapports sociaux, s'est déchânée dans le heurt stérile entre musulmans et hindous. La théorie de la « non-vio-

lence » a stérilisé et détourné la violence révolutionnaire : elle est bien au service de l'ordre établi.

Les appels à la légalité, ne serait-ce que pour éliminer des restes archaïques, ont-ils empêché l'affrontement sanglant à Santiago en 1973 ? Non : ils ont livré les prolétaires sans armes au cannibalisme de l'ordre bourgeois-impérialiste. Le refus de la guerre civile a-t-il évité l'insurrection à Téhéran en 1979 ? Non, mais il a empêché son organisation systématique et la possibilité de détruire grâce à elle l'Etat bourgeois qui continue aujourd'hui à réprimer les minorités nationales et la classe ouvrière sous un habit plus populaire.

* * *

Pour ne pas avoir à combattre de front dans le premier après-guerre la sympathie des masses ouvrières d'Europe pour la révolution russe, les chefs ouvriers sociaux-démocrates, qui venaient de justifier par ailleurs la barbarie militariste par la défense de la démocratie et de la civilisation, feignirent d'excuser en quelque sorte l'usage de la violence, de la dictature et de la terreur en Russie par leur caractère antiféodal et par l'arriération de ce pays. Mais bien entendu ces méthodes devaient être bannies dans l'Occident « avancé », « civilisé » et démocratique. Cela a-t-il empêché la classe ouvrière de prendre les armes en Allemagne, en Hongrie, en Italie et même plus tard en Espagne ? Non, mais cela l'a politiquement désarmée et livrée à la dictature ouverte et fasciste là où la dictature voilée de la démocratie s'était avérée incapable de contenir les antagonismes de classe.

Aujourd'hui, les petits-fils de Staline et de ceux qui ont livré l'Internationale de Lénine à l'adversaire dans la deuxième boucherie impérialiste reprennent la même idée : l'insurrection violente, la dictature, la terreur étaient valables hier en Russie car le prolétariat y était faible, mais aujourd'hui où il est la majorité de

(suite p.13)

(suite de la p.12)

la population, alors, ce serait différent ! Comme si la bourgeoisie allait se laisser déposséder de ses privilèges de classe parce que le prolétariat le lui demanderait gentiment par un vote !

Que l'on pense aux luttes d'émancipation coloniale de ces trente dernières années. Les bourgeoisies impérialistes ont opposé la plus impitoyable barbarie aux révoltes, aussi bien en Algérie qu'au Vietnam ou en Indonésie. Il ne s'agissait pourtant que de réduire leurs privilèges politiques et sociaux au profit de jeunes et nouvelles bourgeoisies. Est-il pensable que leur résistance diminue lorsque c'est le prolétariat qui se dressera, et cette fois non plus pour réduire ces privilèges, mais pour les détruire ?

Que l'on pense à l'effort gigantesque déployé dans les pays industrialisés et hyperdémocratiques de l'Ouest comme dans les faux socialismes de l'Est pour réformer l'Etat, unifier encore des bureaucraties, des armées et des polices sans cesse grandissantes, et pour mettre en place des législations permettant de passer du jour au lendemain à l'état de siège. Et ce alors que la paix sociale la plus étouffante règne encore ! La moindre révolte individuelle d'un terrorisme romantique à la Baader sert de prétexte au déchaînement hystérique de toute cette machine étatique, avec l'appui total de toutes les forces démocratiques et des faux partis « ouvriers ». Peut-on sérieusement imaginer que cette rage de l'ordre diminuera lorsqu'au coup d'épingle du terroriste individualiste succèdera le coup de bélier de la classe ouvrière, quand la poussée matérielle de la crise fera voler en éclats la division organisée, les amortisseurs des « garanties sociales » et vaincra la torpeur provoquée par l'opium démocratique et réformiste ? D'ailleurs les coups de tête des prolétaires polonais ont déjà forcé l'Etat à le montrer.

Que l'on pense aussi à quel point les jeunes bourgeoisies, et même les plus « radicales » du point de vue anticolonial, ont appris de leurs aînées impérialistes à se donner un Etat hypercentralisé et des moyens de répression tout à fait à la page, pour emprisonner la classe ouvrière dans des syndicats « nationaux » devenus des rouages de l'Etat manié par un parti unique, pour priver la classe ouvrière de la liberté de mouvement conquise dans la bataille d'émancipation nationale ! Là aussi seule la naïveté petite-bourgeoise ou l'intelligence avec l'ennemi de classe peuvent prêcher contre le besoin qu'a la classe ouvrière de détruire par la violence ces nouveaux Etats.

Dans ces pays aussi, la théorie du « passage pacifique au socialisme » est servie à la classe ouvrière. La démocratie petite-bourgeoise et anti-impérialiste, qu'elle soit issue de la matrice stalinienne, maoïste ou simplement national-démocratique, est prête à justifier l'usage de la violence, de la lutte armée contre l'impérialisme et les vieilles classes, mais la refuse dans « les luttes entre les classes au sein du peuple ». Elle rejoint ainsi la

vieille tradition déjà en vigueur dans les pays de vieux capitalisme, selon laquelle seule la violence démocratique, et populaire, au sens d'un « bloc de classes », et donc bourgeoise, est légitime : tandis que la violence des classes exploitées contre l'Etat national-bourgeois serait, elle, illégitime ! Aujourd'hui où la classe ouvrière des pays de jeune capitalisme se met en mouvement pour résister à l'exploitation capitaliste, c'est avec le sang des prolétaires de Tunis, Cordoba, Lima ou de Bombay, et récemment du Caire et Izmir, que se réaffirme le besoin d'opposer la dictature et la terreur prolétariennes à la terreur et à la dictature des bourgeoisies nationales et de l'impérialisme.

Aujourd'hui comme hier, l'Etat national aussi démocratique et populaire qu'il soit n'est que l'organisation des bandes armées au service de la bourgeoisie et sa puissance repose sur le désarmement des grandes masses de la population. Cet Etat exprime, quelle que soit sa forme, parlementaire ou militaire, pluraliste ou non, la dictature des classes dominantes, la centralisation de leur violence et leur défense armée. Il ne peut être conquis graduellement et pacifiquement, mais doit être brisé par la violence insurrectionnelle et remplacé par la dictature de la seule classe exploitée capable de faire avancer l'histoire, le prolétariat. Le prolétariat utilisera son pouvoir pour briser par la terreur révolutionnaire la résistance des classes vaincues, pour mener la guerre révolutionnaire jusqu'à la victoire décisive dans les principaux pays impérialistes, et une fois sa dictature internationale consolidée, pourra se lancer en grand dans la transformation communiste de la planète entière.

Tels sont les principes que proclamaient la III^e Internationale. Tels sont les principes que confirme dramatiquement la marche de la société, même après que la III^e Internationale ait été dénaturée et détruite et le prolétariat révolutionnaire écrasé et démembré. C'est en les empoignant à nouveau que pourra grandir et vaincre le parti de la prochaine vague révolutionnaire mondiale.

programme communiste

N° 83

- La lutte de classe est plus vivante que jamais !
- La gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V^e Congrès de l'IC).
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde »
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine.
- Notes de lecture : Léon Trotsky, *Terrorisme et Communisme* — Pierre Franck manipule l'histoire.

"C'est le cannibalisme de la contre-révolution lui-même qui répandra dans les masses la conviction qu'il n'existe qu'un seul moyen propre à concentrer, abréger les spasmes d'une ancienne société agonisante et les sanglantes douleurs de l'accouchement d'une société nouvelle : le terrorisme révolutionnaire".

(K. Marx, 1848)

"Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette période correspond également une phase de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat".

(K. Marx, 1875)

"Dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'accroît d'une manière tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun moyen terme entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petit bourgeois".

(Lénine)

"Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système de rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence".

(Point 3 du programme du Parti Communiste International)

"Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politiques la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive".

(Extrait du point 5 du programme du Parti Communiste International)

La signification du «golpe» en Bolivie

L'épée de Damoclès du coup d'Etat, suspendue de façon menaçante depuis que le général Garcia Mesa avait récusé le nouveau chef de l'armée et s'était fait nommer lui-même par la présidente Gueiler, s'est abattue violemment, mettant fin au court intermède démocratique. Elle a déclenché le cannibalisme militaro-bourgeois sur les centres miniers et les sièges des syndicats, provoquant des milliers de victimes prolétariennes dans un énième déclenchement de violence sur ces masses qui constituent l'un des bataillons les plus indomptables de la classe ouvrière latino-américaine. Quelle est la cause de ce nouveau putsch militaire ?

Nous avons déjà montré de nombreuses fois le caractère franchement contre-révolutionnaire de la démocratie par laquelle on prétend remplacer les régimes militaires latino-américains. A l'époque actuelle de renaissance du mouvement ouvrier à l'échelle continentale et internationale, la démocratie en Amérique latine n'a plus le contenu national-réformiste, populiste et vaguement anti-impérialiste d'autrefois : elle est un instrument manoeuvré et partronné par l'impérialisme lui-même dans le but de créer des soupapes de sécurité institutionnelles pour la pression du mouvement ouvrier. C'est ainsi que le golpe actuel heurte les intérêts et la stratégie politique de Washington, qui a fait son possible pour l'éviter et, n'ayant pas réussi, l'a condamné verbalement, non parce qu'il refuse ces méthodes, loin de là, mais parce que le putsch va à contre-courant de sa politique actuelle, déterminée par les nécessités de la défense du statu quo dans les pays décisifs de la région, en premier lieu le Brésil. Et il a pu le faire parce que les régimes militaires argentin et brésilien lui ont donné l'efficacité que l'armée bolivienne n'avait pas en elle-même, de même que les armées argentine et brésilienne avaient eu besoin de l'appui nord-américain.

Le coup d'Etat actuel n'est pas une réaction à un effort réformiste du gouvernement démocratique qui aurait heurté les intérêts des fractions traditionnelles de la bourgeoisie, ne serait-ce que parce que les illustres démocrates n'avaient entrepris sérieusement aucun programme de réformes... D'autre part il serait faux de prétendre que le ressort social de ce golpe contre la démocratisation impulsée par la Maison Blanche sont les oligarchies foncières, comme c'est le cas aujourd'hui au Guatemala ou au Salvador.

La quasi-totalité des bourgeoisies latino-américaines tend avec difficulté à constituer une force de classe homogène capable d'exercer le pouvoir au nom et en fonction des intérêts historiques généraux de l'ensemble des classes possédantes. Cette difficulté est beaucoup plus accentuée en Bolivie. On ne peut même pas parler ici de cette bourgeoisie agro-exportatrice qui a constitué l'embryon de la bourgeoisie latino-américaine moderne. Sociale-ment, c'est une paysannerie liée à des formes de production très attardées qui a prédominé, tandis qu'économiquement c'est la rente minière qui avait

le poids déterminant. Et à l'économie minière vient s'ajouter un facteur politique qui a pesé beaucoup sur l'atrophie politique de la bourgeoisie bolivienne : c'est le concentré et combatif prolétariat minier.

Personnellement au pouvoir durant 12 ans, de 1952 à 1964 (sans compter le court et turbulent gouvernement de Villaroel, de décembre 1943 à août 1946) à travers le courant qui l'a le mieux représenté, le MNR, la bourgeoisie a été incapable de mener à bien le processus de modernisation industrielle, sociale et économique commencé avec la "Révolution de 1952" et de se constituer en force politique capable de s'imposer à l'ensemble des couches et forces sociales, en les disciplinant et en les unifiant par rapport aux exigences historiques du développement capitaliste.

A partir de 1964 se révèle clairement la tendance à la prise du pouvoir par l'armée, clair indice de la faillite historique de la bourgeoisie "civile". Si l'armée assume le pouvoir, c'est parce que sa structure hiérarchisée, disciplinée et fortement centralisée permet que soient partiellement neutralisées, au moins dans les périodes de "normalité", la fragmentation et les antagonismes internes de la bourgeoisie, que les partis démocratiques "civils" se sont montrés incapables de dépasser.

L'Ordre, l'Ordre sacro-saint dont les gorilas sont les prêtres, suppose une relative stabilité dans les sommets de l'appareil d'Etat, qui doit être d'autant plus solide que la situation devient de plus en plus instable avec l'aggravation de la crise capitaliste mondiale. Les querelles des politiciens démocrates auraient sans aucun doute contribué à compromettre cette stabilité, ouvrant ainsi une brèche pour l'éclosion de la lutte de classe, d'autant plus que les partisans de Suazo tentaient de se servir du mouvement ouvrier pour leurs intérêts de chapelle, en l'appâtant par des promesses et des concessions.

* * *

Comme on le voit dans la démocratisation en cours en Amérique latine, celle-ci tend à donner lieu à une sorte de démocratie militaire où l'armée (cf. le Pérou et le Brésil) cesse d'exercer directement le pouvoir en tant

que telle, en le confiant à des partis démocratiques parlementaires (même quand, comme c'est la tendance au Brésil, on laisse la présidence à un militaire), mais elle continue à être le détenteur de fait du pouvoir. Il s'agit en somme de la version "sous-développée" de la démocratie fascisante des métropoles impérialistes : l'armée joue un rôle analogue à celui de la grande bourgeoisie monopoliste qui contrôle de façon toujours plus totalitaire l'appareil d'Etat, la démocratie parlementaire étant un simple décor imitant dont l'unique fonction est d'illusionner les masses.

Le coup d'Etat a montré, une fois de plus, qu'au-delà de tout prétendu *antigorilismo*, la démocratie bolivienne - comme ses soeurs du sous-continent - est disposée à tout sacrifier, y compris elle-même, au maintien de l'ordre. C'est ainsi qu'elle n'a même pas ébauché la moindre tentative de résistance au golpe, cédant pacifiquement devant les militaires au nom de la paix sociale. La démission de la présidente Gueiler est un symbole achevé de cette complicité avec les gorilas : "Je me vois dans la pénible obligation de laisser le commandement aux Forces Armées pour éviter des affrontements inutiles et des jours douloureux pour la nation." (*El Pais*, 19/7/80). Par ailleurs, le bonze en chef Lechin lui faisait écho, en appelant depuis la télévision à cesser la grève : "Ce qui m'intéresse le plus, c'est la pacification et la vie des humbles et des pauvres." (*El Pais*, 2-3/7/80).

L'action de la démocratie et de ses acolytes "ouvriers" a permis que l'offensive militaire puisse déployer son cannibalisme sur un prolétariat non préparé à se situer sur le terrain de la lutte révolutionnaire, mais sur celui de la défense d'une démocratie impuissante et contre-révolutionnaire. Malgré cela, les mineurs ont répondu par les armes à la violence supérieure de l'ennemi. Une fois de plus, cette défaite démontre la nécessité de donner à cette volonté de lutte jamais démentie la préparation politique nécessaire à l'action révolutionnaire et à sa victoire.

La classe ouvrière, dont le sang a été une fois de plus répandu à flots, doit comprendre que la lutte efficace contre la violence militaire suppose la rupture et la lutte impitoyable contre tous les partis et les forces de l'éventail démocratique, et l'abandon total du terrain démocratique, incompatible et radicalement opposé à celui de la lutte de classe.

**LISEZ
LE PROLETAIRE
bimensuel**

De Pologne, une formidable bouffée d'oxygène pour tous les ouvriers du monde !

Le mouvement social qui secoue la Pologne a commencé en juillet à la suite de l'augmentation des prix de la viande décidée par le gouvernement. Cette hausse des prix a déclenché la colère des ouvriers. En effet, cette hausse s'inscrit dans la politique d'austérité que mène depuis longtemps le gouvernement polonais pour faire face à la crise économique qui frappe le pays et dont les travailleurs sont les premiers à faire les frais.

Devant la puissance et la multiplication des grèves le gouvernement a dû accorder une partie des augmentations demandées. Cependant le mouvement ne s'est pas arrêté pour autant. Fin juillet et début août de nouvelles grèves éclataient dans différentes villes, ce qui montrait les difficultés éprouvées par les syndicats officiels pour canaliser le mécontentement des ouvriers. Les travailleurs réclamaient en particulier des augmentations de salaires, l'amélioration des approvisionnements et l'augmentation des allocations familiales. Mais c'est à Gdansk - là où il y a 10 ans la révolte ouvrière s'était déjà manifestée avec force entraînant dans ce pays "socialiste" une répression qui avait fait 45 morts et plus d'un millier de blessés - que le mouvement général a commencé à se cristalliser au cours du mois d'août.

Les grévistes de Gdansk réclamaient encore des augmentations de salaires (non hiérarchisées) mais aussi la semaine de 40 heures, la réintégration de camarades de travail licenciés et surtout des syndicats indépendants, les syndicats officiels ayant depuis longtemps fait la preuve qu'ils trahissent les intérêts des travailleurs. D'autre part les travailleurs de Gdansk mettaient en place un comité de grève interentreprises qui refusa complètement la négociation entreprise par entreprise au niveau de la région. Les autorités crurent pouvoir désamorcer le mouvement en annonçant le maintien du prix de la viande jusqu'en 1981. Mais le mouvement, loin de se limiter à Gdansk prit de l'ampleur. Giersek lui-même essaya de reprendre les choses en main : il annonça que les hausses de salaires qui avaient été obtenues par les grévistes en juillet seraient étendues à tous les travailleurs, confirma le gel des prix de la viande à leur prix actuel jusqu'en 1981, annonça de nouvelles importations de viande et de céréales, la création d'une commission chargée de contrôler les prix des produits de première nécessité, l'augmentation progressive des allocations familiales à partir de 1981.

Au lieu de se satisfaire de ces concessions le mouvement ne fit que s'aggraver : on dénombre 300 000 grévistes à Gdansk et dans les principales villes de la Baltique, 200 entreprises en grève à Gdansk même. Le comité de grève élut un présidium de 15 membres habilité à négocier avec les autorités.

Cependant le mouvement se heurtait à deux adversaires. Le pouvoir, qui tenta en vain de circonscire la protestation, notamment en coupant les liaisons téléphoniques entre Gdansk et

le reste de la Pologne. Certains dirigeants du mouvement d'autre part qui n'hésitent pas à reconnaître qu'en fait ils freinaient déjà le mouvement ("A l'heure actuelle, c'est nous qui freinons la base et pas le contraire" déclarait Walesa au Figaro le 21 août).

La détermination des travailleurs ne fit que croître. Alors que le pouvoir joue le pourrissement, la contestation ouvrière gagnait en ampleur : à Gdansk 300 entreprises sont en grève et 500 délégués d'entreprises représentés au comité intergrève démissionnent du syndicat officiel (*Les Echos* du 21 août). Jouant à la fois de la carotte et du bâton, les autorités font alors arrêter une vingtaine de membres du KOR tout en annonçant l'ouverture de discussions avec le comité interentreprises (MKS).

Cependant, le mouvement s'étend encore, et Giersek est amené à promettre que les syndicats vont être réorganisés pour être plus représentatifs : des élections à bulletins secrets auront lieu prochainement dans toutes les entreprises qui le désirent, sans limitation des candidatures mais cela n'entraîne pas l'adhésion des travailleurs. En même temps, l'évêque de Gdansk appelle à reprendre le travail mais il n'est pas écouté. Le gouvernement est donc contraint de reprendre la discussion avec le comité interentreprises. Celui-ci impose même comme préalable à la reprise de la négociation le rétablissement des liaisons téléphoniques entre Gdansk et le reste du pays alors que le pouvoir voulait faire reprendre les négociations sans conditions. La décision de passer outre à l'ultimatum du gouvernement a été votée à l'unanimité par les 800 délégués du comité de grève... Les grévistes obtiennent aussi la retransmission en direct des négociations sur les antennes régionales de la radio.

Sur le terrain, le mouvement s'étend encore, en dépit de l'appel à la reprise du travail lancé cette fois-ci par le primat de Pologne en personne, le cardinal Wyszynski. Au même moment un membre du comité central agitait pour la première fois explicitement dans le journal du parti "*Tribuna Ludu*" la menace d'une intervention soviétique : "Notre pays, écrit-il, est situé au centre du continent, dans la zone de sécurité directe de l'Union soviétique." Pourtant, de nouvelles grèves éclatent de toutes parts et de nouveaux comités de grève se constituent. C'est maintenant toute la Pologne qui est touchée par la vague, si bien que le pays est dans un état proche de la grève générale.

C'est alors que Walesa, le principal dirigeant du MKS, fait savoir que le comité inter-entreprises de Gdansk est prêt à lancer conjointement avec la commission gouvernementale un appel à toutes les entreprises polonaises à se joindre à lui, mais à ne pas cesser le travail. La crise arrivant manifestement à son sommet, les dirigeants de la lutte eux-mêmes démontrent les limites de leur conscience de classe et négocient la reprise pour le mirage d'un "syndicat libre" négocié, donc auto-limité, donc non "libre".

Et de fait, au moment même où les grèves s'étendent à tout le pays, donnant ainsi de nouvelles armes à la classe ouvrière pour imposer ses exigences, Walesa, catholique convaincu et militant de l'opposition, a immédiatement appelé à ne pas étendre les grèves ! D'ailleurs le MKS avait déjà appelé (selon *Europe 1* dans son journal de 13h le 20 août) les ouvriers des hauts-fourneaux à ne pas se mettre en grève "car cela coûterait trop cher à l'économie nationale."

Le travail a repris à Gdansk. Il semble bien que des groupes non négligeables d'ouvriers n'aient pas été satisfaits, ni du compromis sur le "syndicat libre", ni des concessions faites. En même temps le mouvement de grève persiste un peu partout dans le pays. Des gages pour la prochaine vague de luttes, demain, sur des bases plus solides encore !

à lire absolument

"La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans la 'Tiers-Monde', tel est le titre du rapport d'une récente réunion générale du Parti consacrée à l'examen historique de la clôture du cycle national-démocratique dans ces vastes aires géographiques. On y trouve la définition marxiste des notions de cycles historiques et d'aires géographiques, le rappel de la grande œuvre des aires. On y répond à la question de première importance dans la lutte de classes : comment déterminer le moment où la bourgeoisie cesse d'être une classe ascendante ? Après avoir passé en revue l'héritage que nous a légué la bourgeoisie dans ces aires tant du point de vue économique et social que politique, le rapport rappelle notre perspective qui est dans l'union des millions de prolétaires des vieux et nouveau monde entraînant derrière eux les masses de paysans pauvres dans la lutte contre les fortresses impérialistes et toute la chaîne internationale des Etats bourgeois pour instaurer la dictature du prolétariat qui prendra la forme d'une République mondiale des Conseils des ouvriers et des paysans pauvres". Nos lecteurs trouveront ce rapport intégral dans notre revue théorique internationale Programme Communiste n° 83 de juillet-septembre 1980 (78 pages, 12 Fr).

Pour toute commande écrivez-nous.

IL Y A DIX ANS S'ETEIGNAIT AMADEO BORDIGA

Amadeo Bordiga fut le fondateur de notre courant et de notre parti après avoir été membre des jeunes puis du Parti Socialiste Italien, fondateur et dirigeant du Parti Communiste d'Italie de 1921 à 1923. Toute sa vie se confond avec une lutte acharnée pour former, organiser et éduquer un véritable parti prolétarien fondé sur le marxisme révolutionnaire et donc débarrassé de toute forme de révisionnisme.

Dans la période qui va de 1912 à 1921, il avait lutté au sein du Parti Socialiste contre les déviations social - réformiste et social - patriote mais aussi contre les réactions anarchisantes qu'elles suscitaient, pour former le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste.

A la direction du PCd'Italie de 1921 à 1923 et à la tête de sa fraction de gauche jusqu'en 1926, A. Bordiga mènera un combat qui restera pour nous un magnifique exemple de courage politique et de lucidité pour contribuer au renforcement de la III^e Internationale avec laquelle convergeait son combat sur le plan du programme et des principes, en essayant de délimiter rigoureusement ses normes organisatives et ses méthodes tactiques afin de prévenir la dégénérescence qui, en 1926, cessera d'être une dangereuse éventualité pour devenir une dure réalité dont les marxistes révolutionnaires se devaient de tirer tout le bilan pour mieux la combattre.

En écrasant la vieille garde bolchevique, la contre-révolution stalinienne qui a triomphé en Russie a complètement dénaturé l'Internationale de Lénine avant de la détruire, en la transformant de "Parti Communiste mondial" vers lequel elle tendait selon l'expression de son président Zinoviev, en une agence diplomatique au service de l'Etat russe, devenu un état bourgeois comme tous les autres après que le pouvoir politique ait été arraché des mains du prolétariat russe.

Durant toute la période qui nous sépare de la victoire de cette contre-révolution jusqu'à sa mort, la contribution militante d'A. Bordiga à la restauration intégrale du marxisme contre toutes les formes de révisionnisme et au bilan dynamique qui seul peut permettre de tirer les leçons de cette contre-révolution représente un travail gigantesque dont la méthode et les résultats sont indispensables à la reconstitution et au renforcement du parti communiste mondial.

Nous ne pouvons penser à A. Bordiga durant cette période sombre où tout semblait perdu pour le mouvement prolétarien sans nous rappeler ce que disait Zinoviev en parlant des rares militants qui ont su combattre à contre-courant la trahison social-patriote de 1914 : *"Plus la nuit est noire, plus les étoiles sont claires"*. En effet, ce que nous retiendrons surtout d'A. Bordiga, c'est cette force qui lui a permis, ainsi qu'à la poignée de camarades qui étaient avec lui, de résister à la pression démoralisante de la bourgeoisie qui ricanait en voyant le dénouement -tragique pour nous- de la révolution d'Octobre, de la contre-révolution stalinienne et surtout de toutes les formes d'expression politique qui font pénétrer par la fenêtre les tendances conciliatrices et impuissantes de la petite bourgeoisie.

Dans les années 50, c'est-à-dire lorsque le mouvement prolétarien à peine sorti du carnage de la deuxième guerre impérialiste était au fond de l'abîme, A. Bordiga pouvait écrire : *"Est révolutionnaire celui qui croit que la révolution est aussi certaine qu'un fait déjà advenu"*.

Notre chance à nous, jeunes militants de la cause ouvrière, c'est qu'au moment où nous assistons aux signes avant-coureurs d'une reprise générale de la lutte de classe à l'échelle internationale, nous avons la fierté de trouver dans le patrimoine que nous a légué la gauche italienne avec à sa tête A. Bordiga l'armement théorique et politique dont nous avons besoin pour vaincre le capitalisme mais aussi des pages glorieuses de militantisme exemplaire où nous saurons puiser de quoi renforcer notre conviction et notre enthousiasme révolutionnaires. Une raison de plus pour marcher avec détermination et assurance. Pour honorer sa mémoire nous présentons à nos lecteurs quelques citations d'A. Bordiga tout en les invitant à lire les textes de notre courant et de notre parti car tous témoignent de son esprit lucide et de sa passion révolutionnaire.

Contre toute forme de révisionnisme

"Le parti fonde son action sur des positions anti - révisionnistes. Dès son entrée sur la scène politique, Lénine combattit le révisionnisme de Bernstein et restaura les principes communistes en démontrant les arguments des deux révisions social-démocrate et social-patriote.

La Gauche italienne dénonça dès leur apparition les premières déviations tactiques au sein de la Troisième Internationale comme les premiers symptômes d'une troisième révision, qui s'est aujourd'hui pleinement manifestée et qui réunit les erreurs des deux précédentes.

Le prolétariat est la dernière classe exploitée de l'histoire et aucun régime d'exploitation ne succèdera au capitalisme : c'est précisément pour cela que la doctrine est née avec le prolétariat lui-même, et ne peut être ni modifiée ni réformée.

Le développement du capitalisme de ses origines à aujourd'hui a confirmé et confirme les théorèmes du marxisme, tels qu'ils sont énoncés dans les textes fondamentaux; toutes les prétendues "innovations" ou "enseignements" de ces trente dernières années ne font que confirmer une seule chose : le capitalisme vit encore et il doit être abattu.

Le point central de la position doctrinale actuelle

du mouvement est donc le suivant : aucune révision des principes originels de la révolution prolétarienne"

(A. Bordiga, 1951).

Jeunesse prolétarienne et militantisme communiste

"La conviction est fille de l'enthousiasme et du sentiment, et il y a quelque chose qui empêche ce sentiment de s'éteindre, c'est la solidarité instinctive des exploités. Celui qui n'a plus confiance en elle et veut la remplacer par la petite école théorique, l'étude, la conscience des problèmes pratiques se trouve, croyons-nous tristement loin du socialisme"

(A. Bordiga, 1912).

"Notre mouvement a pour but de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie, en formant des jeunes libres intellectuellement de tout préjugé, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prêts à sacrifier tout intérêt individuel dans l'action révolutionnaire"

(A. Bordiga, 1912).

(suite p. 17)

(suite de la p. 16)

"Selon nous, le premier devoir de l'intellectuel qui veut servir la cause du prolétariat est de se dépouiller de sa propre psychologie bourgeoise et de faire en sorte de s'assimiler la psychologie du prolétariat. La bourgeoisie comme classe ne peut pas y parvenir. Seuls le peuvent les transfuges de la bourgeoisie qui sont bien pénétrés du sérieux de la tâche qu'ils assument et de la modestie de leur contribution au mouvement prolétarien. Il suffit pour cela qu'ils étudient, qu'ils observent et qu'ils disciplinent leur pensée et leur action, qu'ils l'identifient avec la pensée et l'action du prolétariat, c'est-à-dire de la classe qui, pour sortir de son asservissement et parvenir à la conscience de ses droits, à la compréhension des rapports sociaux, à la conviction qu'une société fondée sur l'égalité des droits et des devoirs de tous ses membres remplacera l'actuelle organisation sociale, de vra accomplir des efforts héroïques et surmonter quotidiennement d'innombrables obstacles intérieurs et extérieurs".

(A. Bordiga, 1913)

"Le mouvement communiste international doit être composé non seulement de militants fermement convaincus de la nécessité de la révolution et disposés à lutter pour elle au prix de tous les sacrifices, mais aussi de militants décidés à agir sur le terrain révolutionnaire même si les difficultés de la lutte montrent que la victoire est plus difficile et moins proche qu'on ne le croyait".

(A. Bordiga, 1921)

"Depuis des années, on nous reproche de vouloir une révolution d'inconscients.

Nous pourrions répondre que pourvu que la révolution balaye l'amas d'infamies accumulé par le régime bourgeois et pourvu que soit brisé le cercle formidable des institutions qui oppriment et mutilent la vie des masses productives, cela ne nous gêne pas du tout que les coups soient portés à fond par des hommes non encore conscients de l'issue de la lutte"

(A. Bordiga, 1946).

"Les décharges à haute tension qui ont jailli des pôles de notre dialectique nous ont appris que le camara de, le militant communiste et révolutionnaire, est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état civil de cette société en putréfaction; celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres de la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social"

(A. Bordiga, 1965).

Sur la liaison avec les masses

"La liaison avec les masses est nécessaire, mais un aspect du problème est précisément que les masses trouvent dans notre parti un centre, autour duquel elles puissent se grouper et qui soit capable de les orienter et de les conduire suivant les buts finaux révolutionnaires. Nous avons l'expérience de partis qui avaient bien les masses derrière eux, mais qui, n'étant pas de véritables partis révolutionnaires, menèrent ces masses à la défaite"

(A. Bordiga, 1926).

"Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant"

(A. Bordiga, 1951).

"Partout, toujours et sans exceptions, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses

manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres"

(A. Bordiga, 1966).

POUR LE PARTI DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE

"La révolution exige une organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine et par un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc grâce à l'oeuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire. La classe part d'une homogénéité immédiate de situation économique, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices. Tout cela, c'est le parti".

(A. Bordiga, 1921)

"Dans notre langage dialectique et révolutionnaire, on ne peut commencer à parler de classe, à établir un lien dynamique entre une classe contenue dans la société actuelle et une forme future de société résultant du bouleversement de celle-ci, à prendre en considération la lutte entre la classe détenant le pouvoir d'Etat et celle qui doit le renverser et le remplacer pour le sien propre qu'à partir du moment où la classe cesse d'être une froide réalité statistique qui ne dépasse pas le niveau pitoyable de la pensée bourgeoise pour se manifester dans son parti, organe sans lequel elle n'a ni vie ni force de lutte.

On ne peut donc pas séparer le parti de la classe comme l'accessoire de l'essentiel. Bien plus, quand (comme c'est le cas des nouveaux déformateurs du marxisme) on nous propose une classe prolétarienne privée de parti, ou avec un parti stérilisé et impuissant, ou qu'on cherche à ce parti des substituts, on fait disparaître la classe elle-même, on détruit toute possibilité pour elle de lutter pour le socialisme et même pour son morceau de pain".

(A. Bordiga, 1957)

Discipline communiste contre discipline stalinienne

"C'est un fait que nous devons avoir un parti communiste absolument uni, excluant en son sein divergences d'opinion et regroupement divers. Mais cette affirmation n'est pas un dogme, un principe à priori. Il s'agit d'un but vers lequel on doit tendre au cours du développement d'un véritable parti communiste : or cela n'est possible que lorsque toutes les questions idéologiques, tactiques et organisatives sont correctement posées et correctement résolues... L'unité à l'intérieur du parti, la suppression des divergences d'opinion internes, la disparition des luttes de fractions fourniront la preuve que le parti se trouve sur la voie la meilleure pour remplir correctement ses tâches. Mais s'il y a des divergences d'opinion cela prouve que la politique du parti est entachée d'erreurs, qu'elle n'a pas la capacité de combattre radicalement les tendances à la dégénérescence du mouvement ouvrier qui se manifestent d'ordinaire à certains moments cruciaux de la situation générale. Si on se trouve devant des cas d'indiscipline, c'est le symptôme que ce défaut existe toujours dans le parti. La discipline est en effet un résultat, non un point de départ, non une sorte de plate-forme inébranlable. Cela correspond d'ailleurs au caractère volontaire de l'entrée dans notre organisation. C'est pourquoi une sorte de code pénal du parti ne peut être un remède aux cas fréquents de manquement à la discipline".

(A. Bordiga, 1926)

* * *

DIRECTEUR DE PUBLICATION : SARO
IMPRIMERIE GILLES TAUTIN

Remarques critiques sur le mouvement qui avait secoué au printemps la Kabylie et Alger

LES PROBLEMES QU'IL FAUDRA SURMONTER POUR MIEUX LUTTER

La signification politique du mouvement qui a secoué au printemps la wilaya de Tizi-Ouzou et Alger revêt une importance considérable. L'intervention sauvage des CNS et des darkis contre les travailleurs et les jeunes en lutte a permis de dévoiler dans le vif de l'action la nature bourgeoise de l'Etat en Algérie. L'irruption des masses dans la rue est une démonstration vivante de la faillite politique de toutes les institutions soi-disant "représentatives du peuple" au sein desquelles l'Etat bourgeois voulait confiner les masses pour mieux les embrigader.

Quand Chadli déclare que ce n'est pas en sortant dans la rue que l'on peut résoudre les problèmes et que les masses qui en ont marre des discours descendent dans la rue pour réclamer leurs droits, il y a une question qui se pose : Qui a raison ? Qui a tort ? Chadli qui représente la bourgeoisie algérienne ou bien les masses ? Par la réponse à cette question, les forces politiques se déterminent. Par rapport aux besoins des masses et à leurs aspirations. Par rapport à leur combat quotidien.

SEULE LA LUTTE PAIE

Mais les manifestations et les grèves du printemps ont permis de montrer quelque chose de plus important encore : les mobilisations qui ont eu lieu à Tizi et à Alger pour la libération des détenus et contre toutes les formes de la répression bourgeoise ont prouvé qu'il est possible de se mobiliser autour de ces questions politiques considérées jusque là comme un sujet tabou ou, pire encore, comme étant le "monopole" des organisations politiques, ce qui confortait évidemment la bourgeoisie.

LE BESOIN DE LA PREPARATION ET DE L'ORGANISATION

Nous avons également vu dans le mouvement du printemps l'importance considérable du travail qui consiste à jeter les bases de réseaux organisationnels indépendants des structures parachutées par l'Etat bourgeois bien avant le déclenchement des grèves et des manifestations. Malgré leur caractère embryonnaire et leurs insuffisances, malgré les conditions draconiennes imposées par la bourgeoisie, ce sont ces petits réseaux (comités d'initiateurs, comités de lycées, de cités universitaires, de quartiers, différentes coordinations, etc) qui ont pu impulser le travail de préparation de la lutte, d'information et de sensibilisation autour des revendications et de la question de la répression.

Il n'est donc pas étonnant que lors de cet épisode, aussi bien les "frères musulmans", les "Baathistes" que les "Pagsistes" (qui animent les structures de l'UNJA à l'université et travaillent dans l'appareil de l'UGTA) se soient retrouvés tous, quelle que soit la forme particulière qu'aient pris leurs agissements, du côté de la bourgeoisie et de son Etat. Les uns en montrant plus de zèle que les flics dans la répression des travailleurs et des jeunes en lutte ; les autres en empêchant toute riposte effective sur le terrain de la force et de la violence collectives sous prétexte de combattre la "violence en général".

Que la bourgeoisie se soit crue obligée d'inonder le marché de Tizi-Ouzou de tous les produits qui manquaient tout juste après les émeutes du 20 avril et qu'elle ait été contrainte de remettre en "liberté provisoire" les 24 camarades détenus à la prison de Berrouaghia et qui devaient passer devant la Cour de sûreté de l'Etat de Médéa, voilà qui prouve que seule la mobilisation peut arracher nos revendications, que seule la force compte dans la lutte de classes !

Voilà qui montre dans les faits que pour arracher le droit de grève, les travailleurs doivent utiliser leurs armes de classe, entre autres la grève (illimitée jusqu'à satisfaction des revendications, sans préavis, avec des piquets...). Que pour arracher le droit d'organisation, il ne sert à rien d'aller demander l'aumône à l'Etat bourgeois ou à ses "organisations de masse".

Le plus important, c'est de construire par un travail quotidien et de longue haleine le rapport de forces qui nous permettra d'arracher cette revendication sans sacrifier à l'ennemi notre indépendance par rapport à ses institutions et à ses agents. Cela si-

gnifie que nous devons commencer, bien avant l'orage et sans rien attendre, à tisser des liens, à nous réunir, à nous donner un minimum d'organisation, sans demander l'autorisation à l'Etat bourgeois.

Cela ne peut se faire, bien sûr, si nous ne prenons pas les précautions nécessaires pour que ni l'Etat ni ses agents du PAGS ne soient informés de ce que nous faisons, de nos forces réelles, de l'état de notre organisation, de nos problèmes, etc. Cela suppose évidemment que nous combattons aussi la tendance, défendue notamment par les trotskystes du GCR, à travailler avec les "volontaires" ou à vouloir les ramener, comme cela a failli se passer dans un institut à Alger, dans des comités qui se sont pourtant créés par opposition à l'UNJA et donc par opposition à la politique de collaboration de classe du PAGS.

GARE AU PROLETARIAT !

Le mouvement du printemps nous a montré surtout comment la classe ouvrière a pu profiter de la brèche ouverte par les étudiants pour se lancer dans la lutte avec ses armes de classe. La vigueur et la détermination avec lesquelles se sont battus les ouvriers de la SONELEC de Oued Atssi à Tizi contre les CNS sont un immense encouragement pour tous les ouvriers.

Les revendications que les ouvriers ont mises en avant, notamment la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées et les méthodes qu'ils ont utilisées (grève avec occupation, établissement de barricades et auto-défense ouvrière face aux CNS) augurent bien que le prolétariat, en s'éveillant, recourt instinctivement aux armes classiques du mouvement ouvrier international avant que celui-ci n'ait été provisoirement submergé par le réformisme dans les métropoles impérialistes.

Ce sont là des faits qui contribuent sans aucun doute à démolir toutes les constructions archi-mensongères des idéologues de la bourgeoisie algérienne qui prennent prétexte de la faiblesse numérique du prolétariat par rapport aux autres couches laborieuses pour lui dénier son rôle historique qui consiste à abattre le capitalisme, ainsi que son rôle d'avant-garde à la tête de tous les exploités et opprimés dans la lutte contre toutes les misères et toutes les discriminations.

* * *

(suite p. 19)

Critique politique

(suite de la p. 18)

Mais tous ces côtés forts qui nous permettent de dire que le mouvement du printemps a effectivement constitué un tournant dans la lutte de classes en Algérie ne peuvent cacher ses faiblesses que les communistes révolutionnaires ont pour devoir de faire ressortir pour contribuer à les surmonter et à faire avancer la lutte qui ne peut que s'intensifier avec l'approfondissement de la crise économique et sociale et ses conséquences catastrophiques du point de vue de la situation des masses.

Dès le début du mouvement, la bourgeoisie a tenté de le combattre en le taxant de "berbérisme" et de "régionalisme" pour barrer la route à toute manifestation de solidarité venant des autres régions. S'il est vrai que le mouvement qui s'est déclenché en Kabylie a vite gagné la capitale, force est de reconnaître malheureusement que l'extension du mouvement n'a pas pu déborder la wilaya de Tizi-Ouzou, malgré les manifestations qui ont eu lieu à Alger et le fait que les secousses aient pu atteindre la petite Kabylie.

Pire : si en Kabylie le mouvement déclenché au départ par les étudiants de Tizi a pu assez vite gagner l'adhésion des lycéens, des ouvriers et même d'autres couches sociales (paysans, petits commerçants), il est par contre resté cantonné à Alger dans le milieu universitaire.

Malgré des tentatives de débrayage vite réprimées, comme à Sétif et Constantine, la bourgeoisie a dans une certaine mesure réussi, même si cela n'aura qu'un temps, à faire passer le mouvement aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme un "phénomène kabylo". Il faut dire que dans l'émigration, la bourgeoisie algérienne a pu compter sur les services de la presse impérialiste occidentale comme *Le Monde*.

S'il est vrai que dès le début du mouvement les étudiants de Tizi ont tenu à préciser que la lutte contre les discriminations culturelles et linguistiques ne concerne pas seulement le berbère, mais aussi l'arabe populaire, ce qui permet de faire la jonction avec les jeunes des régions non berbérophones, il n'en demeure pas moins vrai que le mouvement aurait eu tout à gagner en mettant en avant les revendications politiques pressantes qui touchent fortement les masses et qui peuvent donc les entraîner et qui sont d'une brûlante actualité (libertés d'expression, de grève, de réunion et d'organisation). Certes, ces revendications ont été agitées par les étudiants, mais toujours après les revendications culturelles, ce qui ne pouvait que restreindre la portée sociale du mouvement.

La difficulté à pouvoir assurer l'indispensable extension du mouvement aux autres régions nous renvoie à un autre problème d'ordre organisationnel. Dans tous les grands centres urbains au moins, il existe des cercles, des noyaux ou des comités qui essaient de faire quelque chose contre l'état d'exception politique imposé par la bourgeoisie algérienne et ce, en dehors

UNJA. Les niveaux d'activité de ces noyaux varient. Des divergences importantes peuvent exister.

Cependant, les conditions politiques dans lesquelles tous les travailleurs et jeunes qui veulent se battre sont obligés de lutter font que les liens existant entre tous ces noyaux sont très rares et quand ils existent, ils ont un caractère "artisanal" où tous les niveaux de la lutte de classe sont confondus, où une divergence politique suffit parfois à exclure tout travail en commun sur le terrain immédiat ou "syndical".

Le confinement de la lutte dans la seule wilaya de Tizi-Ouzou et son incapacité à sortir du carcan universitaire à Alger montrent qu'il est temps que tous les noyaux existant en Algé-

EVITER LES PIEGES DE L'ENNEMI

Par ailleurs, le mouvement n'était pas exempt de comportements qui nous semblent aller à l'encontre de son renforcement. Ainsi en est-il du comportement qui consiste, par souci "tactique" et dans l'espoir illusoire d'échapper de la sorte à la répression bourgeoise, à invoquer la "Charte nationale" et la constitution algérienne pour ce qui concerne la promotion du "patrimoine culturel national", la "liberté de conscience", etc.

Or, personne ne peut ignorer que même sur ce terrain, les textes de la bourgeoisie ne répondent pas aux besoins du mouvement. La "liberté d'expression" qui est consignée dans ces textes est un non-sens pour la simple raison qu'elle doit être confinée dans le cadre du FLN et des institutions de l'Etat bourgeois. Lutter pour arracher les libertés politiques, syndicales et culturelles dont nous avons besoin et que l'Etat ne peut nous concéder que si nous imposons un rapport de forces suffisamment en notre faveur pour le faire reculer et invoquer en même temps la "Charte nationale", c'est se mentir à soi-même, c'est se tromper soi-même. Ce qui ne peut qu'avoir des effets néfastes sur le mouvement.

Ce ne sont pas des considérations morales qui nous guident. Mais ceux qui se battent ont besoin de la vérité. Ils ont besoin de savoir ce qui les attend. Comment expliquer alors à ceux qui luttent que la bourgeoisie soit intervenue aussi féroce contre le mouvement s'il ne s'agissait que de revendications déjà prévues par la Charte et la constitution ? Ne risque-t-on pas de tomber dans le piège des "Pagistes" qui expliquent à travers l'UNJA que la responsabilité de la répression incombe *seulement* aux autorités locales de Tizi pour blanchir l'Etat bourgeois de ses crimes ?

Le fait que la bourgeoisie ait tenté de discréditer le mouvement en alléguant que celui-ci avait un caractère "régionaliste" et "séparatiste" a rendu difficile la démarcation de classe qui aurait pourtant été facilitée par l'entrée en scène des autorités et des

rie se concertent en dehors de l'influence de la bourgeoisie et de ses agents autour des problèmes posés par la lutte de classe à l'heure actuelle.

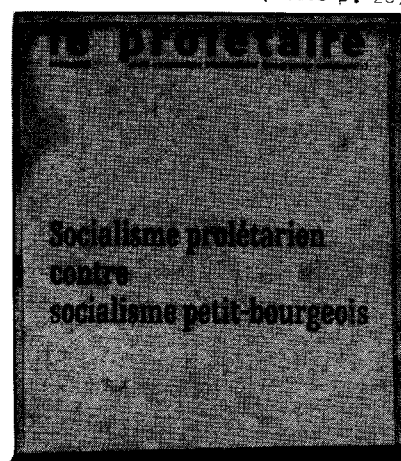
Le but est d'arriver à constituer des réseaux organisationnels qui, tout en se préservant sérieusement et fermement contre les pénétrations policières, soient ouverts, sans aucun préalable politique ou idéologique, à tous les travailleurs et jeunes qui veulent se battre pour les revendications immédiates dont les masses ont un besoin pressant pour respirer et pour s'organiser à une vaste échelle en utilisant les méthodes de la *lutte directe* qui excluent tout jeu avec l'ennemi si on veut vraiment éviter de tomber dans les innombrables pièges qu'il ne manquera pas de nous tendre.

paysans pauvres dans la lutte contre la répression qui s'est abattue sur les jeunes en Kabylie.

En effet, pour contrecarrer la propagande mensongère de la bourgeoisie, le mouvement a été en quelque sorte obligé de mettre en avant le mot d'ordre de l'"*unité nationale*". Il est vrai que le mouvement ne la remettait pas en cause en la comprenant comme "*unité territoriale*" de l'Algérie et que c'était une force que de rappeler à la bourgeoisie, qui a une conception pour le moins courte de la nation au sens moderne, puisée dans l'arsenal réformiste-islamique de Ben Badis (une *Nation* égale forcément une langue, une religion), que la coexistence de plusieurs langues n'a rien d'incompatible avec la constitution d'une nation en Etat national.

Mais force est de constater que ce la entrave la cristallisation des contradictions et des positions de classe dans une période où tout annonce que l'"*unité nationale*" au sens du "front entre toutes les classes" forgée durant la guerre anti-coloniale est appelée à laisser la place à une guerre de plus en plus ouverte entre les classes que le développement capitaliste depuis l'indépendance n'a cessé de différencier et d'opposer du point de vue économique et social.

(suite p. 20)



Critique politique

(suite de la p. 19)

MOUVEMENT SOCIAL ET MILITANTS POLITIQUES

Un autre problème nous permet de voir à quel point le poids de l'idéologie dominante est resté malheureusement fort, même au sein du mouvement qui a secoué la Kabylie et Alger au printemps. Il s'agit du problème du rapport du mouvement avec les courants et organisations politiques.

Nous retrouvons ici également le souci de vouloir mener la lutte au moindre frais. En soi, cela est tout à fait compréhensible. Mais le mouvement a vu apparaître en son sein des comportements faux : c'est par exemple la croyance que l'on va éviter la répression bourgeoise si on se démarque publiquement de toutes les organisations politiques clandestines.

Le problème est le suivant. Quand les classes possédantes ont investi au lendemain de l'indépendance l'appareil d'Etat, elles ne sont pas passées par trente six chemins pour assurer la paix sociale sans laquelle elles ne pouvaient prétendre à un quelconque développement ou enrichissement : la lassitude et la déception des masses en 1962 aidant, c'est par la répression violente de toutes les révoltes des années 1963-64 et la mise au pas de tous les secteurs remuants qu'elles ont réussi finalement à faire leur chemin, celui qui a mené en 15 ans à ce qu'il y ait en Algérie plus de ... 2 000 milliards !

Dans ces conditions, la résistance sociale et politique a été limitée aux quelques carrés de combattants qui ont refusé de courber l'échine et ont continué à mener un travail clandestin, le plus souvent avec les idées du passé. La bourgeoisie n'a pas hésité à mener une véritable guerre contre tous ces foyers d'opposition : enlèvements, emprisonnements, assassinats, calomnies, etc. Mais la bourgeoisie n'en est pas restée là. Elle a pu, grâce à ses mass-media, mais aussi grâce à ses

réseaux de propagande parallèles patronnés directement par la SM, entretenir un climat de terreur psychologique visant à isoler tout militant politique clandestin en tablant sur la toute puissance de la SM, etc.

Or, tout cela ne peut fonctionner - très relativement - qu'en l'absence d'un mouvement social d'envergure. La bourgeoisie était impitoyable vis-à-vis des militants clandestins parce que dans une "bonne période" le danger social menaçant ses intérêts venait surtout de ce côté. Il est évident que dans une période, comme celle d'aujourd'hui, où le mouvement social refait surface sur la scène politique, il serait pour le moins ridicule de croire que la dénonciation publique des militants politiques clandestins pourrait économiser au mouvement social les coups de la répression bourgeoise.

Ce que redoute la bourgeoisie en réprimant sélectivement les militants organisés clandestinement, c'est l'organisation qui échappe à ses renseignements et à son contrôle. Or, pour autant que le mouvement social pose lui-même la question de l'organisation qui ne peut pas ne pas prendre à un certain niveau des formes clandestines même sur le terrain immédiat (et il est criminel de penser que le mouvement ne doit pas poser la question de l'organisation face à un ennemi armé jusqu'aux dents et pourvu de multiples moyens), il tombera nécessairement sous les coups de la répression bourgeoise.

D'ailleurs, si la répression s'est déchaînée sur un mouvement qui n'était même pas suffisamment préparé et organisé, comment peut-on penser que la bourgeoisie pourra être indulgente le jour où nous serons mieux préparés et mieux organisés ?

NOUS N'AVONS AUCUN COMPTE A RENDRE A LA BOURGEOISIE !

Certes, la question des rapports entre le mouvement social et les organisations politiques est une question sans doute délicate. Rien n'est plus facile que de montrer aujourd'hui que la plupart des organisations politiques qui constituent l'"opposition" algérienne ont été *en-deça* des besoins du mouvement social. Il en va ainsi pour les démocrates bourgeois du FFS, pour les nationalistes et populistes petit-bourgeois du PRS, mais aussi pour les centristes bavards que sont les groupuscules trotskystes.

Il est exact que toutes ces organisations qui ne se placent pas sur le terrain de la lutte de classe intransigeante seront à un moment ou un autre amenées à trahir les exigences réelles du mouvement social, du fait même qu'elles sont susceptibles soit de se compromettre avec l'Etat bourgeois en é-

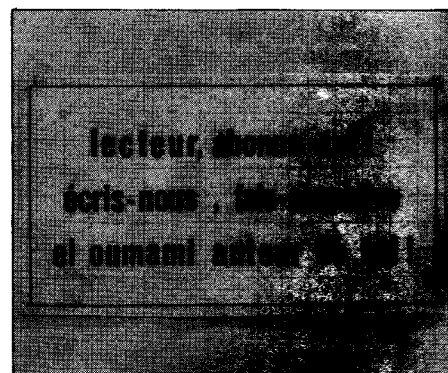
qui paralysent la lutte ou tout simplement ne l'aident pas à avancer. Mais leur critique part des besoins réels de la lutte, des expériences vivantes, pour les opposer le cas échéant, à telle ou telle tactique, à telle ou telle méthode.

Des militants qui veulent se placer sur le terrain de l'affrontement général avec l'Etat bourgeois peuvent aussi émettre des critiques politiques contre tel ou tel courant pour montrer le lien indissoluble qui existe entre ses méthodes et sa pratique d'une part et son programme politique d'autre part. Là également, il faudra démontrer politiquement ce qu'on affirme pour éviter les calomnies qui jettent la confusion parmi les masses et qui finalement servent la bourgeoisie. En tous cas, il est exclu de recourir à la dénonciation publique des militants politiques clandestins.

L'important, c'est que nous n'ayons aucun compte à rendre à la bourgeoisie. Si, effectivement, nous avons des comptes à rendre en tant que militants de la cause ouvrière, c'est au mouvement social que nous devons les rendre, aux masses qui luttent, qui se sacrifient pour en finir avec ce monde de mensonges et de misères. Les méthodes policières qui consistent à dénoncer publiquement des militants clandestins et à les envoyer ainsi en prison et à la torture, il faut les laisser aux contre-révolutionnaires du PAGS qui auront de gros comptes à rendre demain aux masses qui sauront venger la chair de leur chair, leurs enfants vendus aux bourreaux de la bourgeoisie par ces traîtres qui n'ont pas honte de se proclamer "avant-garde socialiste".

Nous espérons avoir donné quelques indications utiles à tous les militants soucieux de renforcer les luttes qui ne tarderont pas à ressurgir pour relever le défi de cette bourgeoisie cynique qui alourdira le fardeau de toutes nos souffrances si nous ne nous unissons pas, si nous ne nous organisons pas pour lui déclarer la *guerre de classe*.

(le manque de place nous conduit à remettre à plus tard l'examen de certains aspects particuliers permettant de mieux approfondir l'analyse des problèmes qui se posent à la lutte afin de contribuer au maximum à la faire avancer)



change de quelques strapontins gouvernementaux et de quelques changements de décor politique (FFS, PRS), soit de faire le jeu du stalinisme contre-révolutionnaire par suivisme "tactique" à son égard (ce qui est le cas des trotskystes).

Mais il n'en demeure pas moins vrai que si ces organisations politiques sont incapables de satisfaire les besoins de la lutte de classe, cela n'est pas dû à leur caractère *politique* en soi. Leur impuissance provient plutôt de leur nature de classe petite-bourgeoise, de leur programme politique, de ses fondements théoriques, qui déterminent leur pratique opportuniste et conciliatrice.

Ce faisant, les militants qui se battent pour faire avancer le mouvement ont le droit de critiquer sans relâche les orientations et les méthodes

الشيوعية مفتاح الحل للمسائل الاجتماعية

سوف تترافق تلك الاجراءات التي تضعها دكتاتوريات البروليتاريا في طلب برنامجها ، مع القضاء على التعارض القائم بين التعليم والمدرسة وعملية الانتاج ، لاغية بذلك كل هذا اللغو والبهذيان الذي يعتبر اليوم ذروة الثقافة والمعرفة . كذلك سوف تسعى دكتاتورية البروليتاريا لتشريك مهام العمل المنزلي وتربية الاطفال بشكل كامل مما سيتيح انعقاد المرأة النهائي من العبودية والدونية الاجتماعية التي كانت ضحيته لآلاف من السنين .

سوف يقضي هذا الانقلاب والثبور الجذري لشروط العمل والحياة على أسس التعارض ، الذي غدا لا يطاق في ظل الرأسمالية ، بين الجنسين وبين الاجيال المختلفة . وبدوره سوف يؤدي الى انقلاب في العلاقة بين حياة الافراد العامة وحياتهم " الخاصة " التي لا يعترف بها المجتمع البرجوازي سوى لكي يمتنعها ويحولها الى حالة مزرية من العزلة الفردية القاتلة والى وبؤس معنوي ونفسي لا حد له . ستتغير جذريا أيضا العلاقة بين أوقات العمل وأوقات التسلية والترفيه وكذلك شروط السكن بحيث تتمكن الاجيال التي ولدت حرة من نهر الرأسمالية أن تتركس اهتماماتها وجهودها نحو مسائل أكثر أهمية وبحوزتها فعليا هذه المرة أدوات حلها .

ان تخفيفا شديدا وعمما لوقت العمل لن يريح الانسانية من الارهاق والمرض التي يسببها اللبس الرهيب نحو الربح وحسب ، وانما سيتيح أيضا للمنتجين المشاركة في النشاطات الذهنية من علوم طبيعته وآداب وفنون وعلوم اجتماعية ، مما سيوفر ظروف التجاوز النهائي للفصل بين العمل اليدوي والعمل الذهني الذي نمت على أساسه الطبقات الاجتماعية .

وسيتحرر العمل من الدوامة القاتلة للروتين والحركات الآلية التي تستنزف الانسان وتسلبه لتحوطه الى شبه آلة ، وينتهي مفهوم " المهنة " " والمصلحة " والاختصاصات المتميزة التي تمجدها الاخلاقيات البرجوازية المتعفنة . وستؤول مسؤولية المهام الصعبة والمحترقة اليوم على عاتق جميع أفراد المجتمع بعد أن يصبح القيام بها سهلا بالنسبة للجميع ، وسيصبح بمقدور كل فرد تنمية مواهبه في مختلف الميادين الاجتماعية ويكرسها في خدمة المجموع .

ومع زوال تقسيم العمل والقضاء على السوق والقيمة التبادلية سوف يتم تحجيم وتبسيط المهام الادارية الى الحد الأقصى ، بحيث توزع على جميع أفراد المجتمع مما يفقد الجهاز الاداري مبرر وجوده كجهاز منفصل عن السكان وكدعامة لوجود الدولة .

هذا المجتمع الذي سينهي حروب البشر بعضهم ضد بعض ، وينهي " الذاتيه " والفردية ، سيشهد أيضا زوال كل تعارض دائم بين الفرد والمجتمع . وفي هذا المجتمع الموحد للجنس البشري سيغدو مجهود كل فرد مساهمة في المجهود الجماعي وحاجة من حاجاته الاساسية والحيوية ، ويصبح التطور الحر لكل فرد هو " الشرط للتطور الحر للجميع " كما يقول البيان الشيوعي .

هذا هو المجتمع المشرق الذي ناضلت من أجله أجيال وأجيال ، وفي سبيله أراق الملايين من العمال المجهولين دماهم في نضال شمل كل بقعة من هذه الارض ، هذا هو المجتمع الذي ستعرفه الاجيال المقبلة اذا عرفنا اليوم كيف نعيد رفع الراية التي ارادت الثورة الملهمة تمزيقها .

انه المجتمع الذي يحارب من أجله حزبنا .

والتوجهات الاصلاحية تخدم في الواقع القيادات النقيابية والاحزاب الانتهازية الاشتراكية الشوفينية . وتسمح لها ، بعد أن يكون قد تخلص منها العمال ، للعودة لفرض التنزلات ووضع العراقيل واستخدام " وسائل النضال المعتدلة والعاقلة " .

ان تحقيق وحدة عماليه واسعه حقيقية ومناظرة تجيب على مستلزمات تنظيم التمدي ، لا يكون بالاعتماد من جديد على القوى التي خانت النضالات ، وانما عبر النضال العلني المستند على تحركات العمال واقامة التنسيق والاتصالات مباشرة بين مجموعات العمال ورفع المطالب الموحدة لجميع العمال .

عندما تتحرر البشريه من الخضوع لقوانين اقتصاديه عمياء خلقتها فوضى السوق ، فانها لن تتخلص من كوارث الأزمات وحروب الابداء والتناحر والاحقاد القومي وحسب ، بل انها ستتوصل بقضائها على الانتاج القائم على القيم التبادليه وعلى الربح والانتاج من أجل الانتاج ، الى التنظيم الراعي للانتاج العالمي ، طبقاً لخطة عقلانية علمية تضع في مقدمة اهتماماتها تحقيق التجانس والتوافق بين عوامل الانتاج والاستهلاك وحاجات البشر بينما تؤدي مسيرة الرأسمالية اليوم الى تصادم حاجات البشر فيما بينها بشكل مؤلم ومتفاقم .

حينذاك ستتمكن الانسانية من تكريس جهودها بشكل فعال للتمدي للمشاكل الحيوية الاكثر الحاحا ، لا سيما على صعيد الزراعة والتغذية اللذان يعانيان في ظل الرأسمالية من اهمال مدثر ، والسبب في غاية البساطة : انها تدر أرباحاً ضئيلة وشحيحة!!!!!! في هذا السبيل ستضع دكتاتورية البروليتاريا ، دون ابطاء ، طاقاتها وقدرات صناعات البلدان " المتطورة " ، التي شيدتها أصلاً دماء وعرق أجيال كاملة من عمال كل بلدان العالم ، في خدمة تحديث وتطوير الانتاج الزراعي في البلدان " المتخلفة " ، دون مقابل ، وهو شيء لا يمكن تصوره طبعاً في ظل الرأسمالية . وهذا ما سيعجل بردم الهوة التي تخلقها الامبريالية ، وتعمقها باستمرار ، بين مختلف الشعوب والاجناس ، ويتيح امكانية اتحادها الأممي الحر لتسير معا نحو تشييد مجتمع الانسانية الموحد .

ان تحرر المجتمع من قوى رأس المال وتوصله للتحكم بقواه الذاتية بحرية ، سيمكنه من التحكم أيضا بالقوى الهائلة للعلم والتقنية الحديثين ليكرسها في خدمته بعد أن أصبحت تشكل خطراً هائلاً على البشرية في يد الرأسمالية . كما ستنتهي الى الأبد عوامل الخوف والتجهيل والتفليل الديني .

وعندما يغدو الانتاج عملية واعية وينتهي التدمير الحاصل اليوم للطبيعة ، ويؤقت تدريجياً على الانقسام ، الذي يتعمق باستمرار في المجتمع الحالي بين المدينة والريف ، سوف تتوزع النشاطات الانتاجية بشكل متوازن على سطح الأرض مما سيسمح فعليا بزوال مسببات تلوث طبيعته .

بالتوازي مع ذلك سوف ينتهي الائتلاف الهيجي لمصادر الثروات البشرية عندما تكف البشرية أن تكون مجرد قوة عمل في خدمة رأس المال ، وحين يوضع الانتاج في خدمة حاجات البشرية . ومع نهاية رأس المال والعمل المأجور وبالتالي استغلال الانسان للانسان ، لن يسقط ذلك " الخبار " المغرور بين وحشية وارهاق العمل من جهته والبطالة المتزايدة من جهة أخرى فحسب ، بل ستعمل الشيوعية على مشاركة جميع السكان في العمل الاجتماعي حسب طاقات كل فرد ، مما يفترض جهداً متفاوتاً حسب الأعمار ، ولن يستثنى من هذا الجهد سوى صغار الاطفال والمرضى .

وهكذا سوف يتمكن المجتمع بفضل استخدام الاساليب والوسائل التقنية الاكثر تقدماً - بعد القضاء على الملكية - ، وبفضل القضاء على كل النشاطات الخطرة والغير مفيدة كصناعة الصواريخ والقنابل والدعاية والبوليس والمحاسبة أن يخفف جذرياً وقت العمل ، ثم أن يحجمه تدريجياً الى الحد الضروري تماماً . فانطلاقاً من مستوى التقنية الحالي قد يكون ممكناً تطبيق أقل من ساعتين عمل في اليوم على صعيد العالم أجمع ...

بقية ص 24 : من أجل تصد فقال ...
في صيف عام 1979 ، من الاشتراك في تجمع قارج (COLLECTIF) ومساهماتها في لجنة دلمون لصياغة القوانين ضد المهاجرين . وهكذا بحجة الوحدة الواسعة ، نعطي صيفه نضاليه لقوى انكشفت خيانتها ويتم تقديم التنزلات لارضائها وهذا ما حصل عندما أخذ تجمع الـ (MTI) موقفاً معادياً لشعار النضال ضد تحديد ومراقبة الهجرة . فكيف يمكن أن نكون مع تقييد الهجرة وفي نفس الوقت نطالب " بالحقوق المتساوية " ؟ وهل يعني تقييد الهجرة غير تقوية أجهزة البوليس والملاحقات والطرده ؟ ان القوى التي تحاول أن تقرب وتوفق بين النضال البروليتاري

ما هي الشيوعية ؟

لحركة المجتمع الموضوعية والواقعية . فالرأسمالية تدفع بتقسيم العمل الى حدود قصوى وتغفل تماماً المنتجين عن وسائل الانتاج (الادوات والآلات) ووسائل الحياة . لقد غدا العامل معدماً ، لا يملك شيئاً ، أصبح بوليتاريّاً عليه شراء وسائل قوته ومعيشته من السوق ، وحتى يستطيع ذلك عليه أن يبيع قوة عمله للرأسمالي الذي احتكر وسائل الانتاج وراكم القسم الأعظم من الثروات بامتلاكه للانتاج الذي يخلقه العمال ويحرمون منه شرعياً . وغدا العامل أيضاً عاجزاً عن اطعام أولاده واسرته الا بالقدر الذي تكون فيه ساعده قادرتان على خدمة رأس المال .

نتيجة لهذه العلاقات الاجتماعية تزرع جموع هائلة من البشريه في بؤس وشقاء يتزايد باستمرار . ولكن الرأسمالية برفعها الهائل للقدرة الانتاجية للعمل وربطها فيما بينها وحدات الانتاج وتعميم تركيزها على مستوى العالم كله ، تخلق شرطاً - ولكن فقط شرطاً - لتلبية حاجات الانسانية والادارة الموحدة والاممية للثروات المنتجة . ان الاشتراكية اذن لا ينبغي " بناؤها " وانما فقط جعل نمط وشكل ملكية المنتج والثروات الاجتماعية تتوافق مع طابع الانتاج الذي أصبح مسبقاً اجتماعياً .

مسألة في غاية الأهمية ينبغي الإشارة إليها وهي أنه بينما كان الاشتراكيون الطوباويون - المثاليون - يزعمون امكانية " ادخال " الشيوعية أو تحقيقها في المجتمع بواسطة الارشاد والنصائح الفصيحة والتوجه الى الحكومات لاقتناعها (" أليس المجتمع الذي نعيش به ونشده أفضل وذو مفاصل أسمى من ذلك المجتمع الحالي ؟... ") . كانت الماركسية تثبت وتؤكد أن " الرأسمالية تخلق بنفسها حقاري قبرها " . انها تخلق طبق البروليتاريا الحديث ، وتدفع عفوية نحو تمركزها وتوحيدها . تلك الطبقة التي تحكم عليها لكي تضمن عيشها أن تناضل وتصح القوة القادرة على تأمين الولادة العنيفة للمجتمع الجديد . لذا فهي مدفوعة موضوعياً لأن تخوض الصراع الطبقي حتى الاستيلاء الكامل على السلطة السياسية ، وفرض دكتاتوريتها الطبقيّة طوال الفترة اللازمة لقمع كل محاولات المقاومة والمعارضة للطبقات المالكه بالقوة والارهاب وتركز في يدها وسائل الانتاج والتبادل وتحطم علاقات الانتاج السائدة .

من الطبيعي أنه لن يمكن للتحويل الشيوعي أن يجري اجمالاً الا عندما تتوطد سلطة البروليتاريا الأممية بانتصار حاسم في كبريات المعازل الامبرياليه ، قلب الرأسمالية العالميه ومركز اقتصادها الدولي ورجل بوليسها العالمي . كذلك فان حقبة من الزمن ستقضي قبل أن تشهد وتعيش الأجيال القادمة في ظل الشروط الشيوعية . غير أن المجتمع الذي سينتج عن هذا التحويل ، ينتهي فيه ضرورة الدكتاتورية وضرورة كل سلطة سياسية ، لأنه يكون قد زالت بالضبط كل الأسس الاقتصادية التي تسبب تقسيم المجتمع الى طبقات ، هذا المجتمع " سيحمل أيضاً بعض بقايا وتشوهات المجتمع القديم " . ففي "الطور الأدنى" من الشيوعية أو ما أتفق على تسميته ، الاشتراكية ، تبقى بعض الالتزامات الاجتماعية ، وهذا ما تعبر عنه مقولة " لكل حسب عمله . وأما مزور الاشتراكية فيزعمون اليوم أن هذه المقولة قد تحققت . . . في العمل المأجور بينما يفترض تحقيق الاشتراكية الغاء العمل المأجور والغاء النقد واستخدام " سند العمل " أو " بونات العمل " التي تعطي الحق للحصول على مواد الاستهلاك المنتجة بما يتناسب مع مقدار وقت العمل المبذول من كل عامل أو منتج . وهذه السندات لا يمكن اعتبارها نقوداً لأنه من غير الممكن تخزينها ولا مراكمتها . أما عندما يبدأ المجتمع بالانتاج بوفرة وبكميات كافية ، عندها فقط ، تنتهي كل ضرورة لممارسة أي الزام . وأتذكر أن يسير المجتمع في الطور الأعلى من الشيوعية رافعاً علم الوفرة وشعاره " من كل حسب طاقته ، ولكل حسب حاجته " .

يتم اليوم بشكل عام تشبيه وتعريف الشيوعية وكأنها عبارة عن الملكية العامة للمؤسسات وأن النموذج الأكثر " صفاءً " لها هو ما يوجد الآن في البلدان الشرقية . المسماه " اشتراكية " . وأما الرأسمالية فيتم تعريفها ، بالمقابل ، بالملكية الخاصة للمؤسسات " المزدهرة " في دول الغرب الكبرى .

ومع ذلك ، نجد في كلا الجانبين - سواء في الشرق أو في الغرب - أن المدن تتضخم بما لا يقاس ، على حساب الريف الذي يهجر أكثر فأكثر ، وأن انتاج الصواريخ النوويه والدبابات وآلات الدمار يتعاظم وينمو على قدم وساق على حساب انتاج المواد الغذائية وحاجات الانسان الأساسية . وفي كلا الجانبين تزداد المنافسة بين العمال ، ويسود العمل المأجور ، ويزداد العمل اليدوي استعباداً . ويرزخ العمال تحت استبداد المصنع وكل عمل حي يزداد اذلالاً وسحقاً . وسواء في الشرق أو في الغرب نجد فوضى السوق والأزمات الدوريه تعوث فساداً وتسود مطاعم وشهوات الدول وحروب النهب والاضطهاد ، وفي كلا المعسكرين يتكشف تراكم الثروة في قطب من المجتمع وتراكم البؤس في القطب الآخر . وتتصادم مصالح الطبقات المتناقضة وتنتفخ الى حد مذهل أجهزة السلطة والدولة . وفي كلا الجانبين أيضاً الاتجاه نفسه لتصوير أجهزة البيروقراطية والبوليس وكأنها التعبير والممثل الفريد عن المصالح المشتركة للمجتمع ! . . .

مثل هذا المفهوم للتناقض والتعارض بين الشيوعيه والرأسماليه ومحاولة وضعه عبر صيغ قانونيه خاصة حول الملكية العامة أو الخاصة للمؤسسات بهدف اخفاء الطبيعه الاجتماعيه الواحده ذات القاعدة الرأسماليه سواء في الغرب أو في الشرق ، تابع في الواقع عن الهزيمة السياسية الهائلة التي منيت بها الطبقة العاملة منذ خمسين عاماً ولم تتوصل أن تنهض منها حتى الآن .

استولت البروليتاريا بالامس على السلطة السياسية في روسيا ، أي في بلد لم يكن من الممكن فيه على الفور الا تخطيم والغاء بقايا الاقطاع وتطوير الرأسماليه ، أي بتعبير آخر خلق وانشاء الأسس الاقتصادية للاشتراكية فقط ولكن ليس بناء الاشتراكية نفسها بعد .

كانت سلطة البروليتاريا في روسيا تنظر باتجاه الثورة في بلدان أوروبا المتطورة ، فهي وحدها القادرة على المساهمة في تصنيع الزراعة ومباشرة التحويل الاشتراكي للمجتمع . لكن الثورة تأخرت في الغرب ، تاركة روسيا في عزلة مأساويه . وتمكنت الثورة المضادة الستالينية من اراحة البروليتاريا عن السلطة مدعية في الحين نفسه أنها تتمسك ، ظاهرياً ، بالثورة ومصورة المجتمع الروسي على أنه مجتمع اشتراكي .

بالإضافة الى أن مختلف الحركات التي قامت في وجه الستالينية مثل الثروتسكيين ، وعلى الأخص مختلف تيارات " التسييس الذاتي الاشتراكي " لم تعرف كيف تدافع عن التعارض المبدئي والعميق القائم بين المجتمعين الشيوعي والرأسمالي ، ولم يفعلوا غير تستير اقتصاد السوق السائد في البلدان الشرقية بقناع عمالي مخفيين بذلك حقيقته الرأسماليه . غير أن بداية نهوض ونمو الحركة البروليتاريه العماليه لا يمكن الا أن يرفع من جديد راية الشيوعية الحقيقية التي أرسى أسسها بشكل ثابت بيان الحزب الشيوعي منذ عام ١٨٤٨ .

في الحقيقة لم تكن الماركسيه هي التي اكتشفت خصائص المجتمع الشيوعي . لقد كانت الشيوعية تعني ، قبل ذلك بكثير " مشاعيه الخيرات والثروات " بمعنى التمتع جماعياً بالخيرات الاجتماعيه ، والادارة العقلانية لمجتمع لا يعرف السوق ولا الأجور ولا رأس المال ولا الطبقات الاجتماعيه . وقبلاً أيضاً كانت الشيوعية تعتبر حميلة لتضامن وتعاون الأمم التي نفقت عنها غياهب الاقطاعية في أوروبا ذلك الحين ، واليوم تعني شمولها جميع أرجاء الارض ، الشيوعية اذن ، منذ ذلك الحين معادية للمركنتيليه أو الاقتصاد النقدي ، وأممية .

جاءت الماركسية لتخلص الشيوعية ، المعروفة آنذاك ، من القوقعة الخيالية والمثالية ، وتقدمها كحصيله ، لا للامانة وانما

لا لأي قمع ثقافي، من أجل مساواة اللغات

أما البرجوازية التي تغفل أن تبعث بأبنائها هي ليدرسوا في أوروبا وأمريكا والذين لا تزال لغتهم المتداوله في البيت هي الفرنسية ماذا نراها تفعل ؟ انها تقرر " تعريب " الجماهير تحت ضغط المراسيم والقوانين . وبجدة الدفاع عن " الثقافة القومية " . فانها تحاول أن تتناسى اللغة البربرية كليا .

ان مثل هذا الوضع لا يعود بالمنفعة سوى على الطبقات الحاكمه . فالتمييز الناجم عن سياسة البرجوازية " الاحادية " هذه فيما يتعلق بـ " الثقافة القومية " لا يمكن له إلا أن يقود بالنهاية الى تغذية بعض النعرات الاقليمية والتي تتواجد للاسف في صفوف شرائح من العمال والتي لا يمكن لها إلا أن تضعف وتعيق عملية انشقاق حركة طبقية تتصدى للبرجوازية كبرجوازية متجاوزة كل الحواجز الاقليمية " فبرجوازية كل الجنسيات - كما يقول لينين في عام ١٨٩٢ - تحاول في الواقع ، تحت شعار " الثقافة القومية " أن تشق صفوف العمال " (١) .

وعلى هذا الأساس فان موقف الشيوعيين الثوريين يجب أن يكون النقيض التام لسياسة البرجوازية . كما نادى لينين بذلك : " لا لأدنى امتياز لأي من القوميات ولاي من اللغات " ، (٢) . وبالفعل فان توحيد صفوف البروليتاريين والجماهير المسحوقة يستلزم النضال بلا هوادة ضد كل تمييز مهم كما كان نوعه . ليس الأمر بالتاكيد ، فيما يخص القضية التي نحن بصددنا أمر اضهاد ذو طابع قومي . الا أنه من الضروري الادانة الحازمة لكل تمييز ثقافي ، كل تمييز لغوي . المساواة في الحقوق واللغات . هذا هو الشعار الذي نرفعه للمساعدة على توحيد صفوف الطبقة العاملة وجميع المستغلين . وكما كتب لينين " ليس ماركسيا . ولا حتى ديموقراطيا ذلك الذي لا يعترف ولا يدافع عن مساواة القوميات واللغات " .

وقد يعترض البعض قائلين على سبيل المثال : أليس من الممكن أن تستغل البرجوازية تعدد اللغات لشق صفوف العمال ؟ في الواقع أن ما يحدث هو العكس ، فاجبار أقلية بالقوة على التنازل للغتها الأصلية هو أفضل وسيلة لتأجيج حذر عمال هذه الأقلية تجاه اخوانهم الطبقيين الذين يتكلمون لغة أخرى .

ولا يسعنا بالتالي أن نسمح بأي شكل من الأشكال أن يكون التوحيد اللغوي تحت عصى الدولة . وبالمناسبة " فان ضرورات التداول الاقتصادي هي التي ستقرر بنفسها أي لغة من لغات بلد ما سيكون من مصلحة الأغلبية ان تعرفها " (٤) .

وما أن أبرزنا لماذا يستوجب على العمال وعلى كافة المصطفيين التصدي لكل مشروع يرمي الى التوحيد اللغوي بالقوة ، أو بالفرض البيروقراطي للغة يزعم بأنها تمثل " التراث القومي " دون أي اعتبار تاريخي آخر ، فان علينا الآن العودة الى التيارات " البربرية "

**ساندوا صحافة الحزب الأممية
تبرعوا ! ! اشتركوا !**

ما يتميز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

* المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين ، ثم الى تأسيس الاممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي في ايطاليا - (ليفورنو 1921) .

* انضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الاممية وضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد وضد الثورة المضادة الستالينية .

* رفض الجبهات الشعبية وقتل المقاومة .

* الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالصلة مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية

أو غيرها ممن يعلنون طبعاً أنهم ضد القمع الثقافي ولكن انطلاقاً من المطالبة بالحفاظ على " الثقافة القومية " الجزائرية .

لا لـ " الثقافة القومية " . من أجل أممية بروليتارية .

ان النظرة السطحية لهذا الأمر يمكنها استنتاج بأن مطلب الثقافة " القومية البربرية " على سبيل المثال ، لا يمكنها أن تتناقض مع المصالح العامة للجماهير المستغلة ، بحجة أن الدوله البرجوازية ستلجأ للقمع المباشر من أجل منع حرية التعبير البربرية وهذا ما يعطيه طابعاً ثورياً .

ان هذا الشكل من التفكير - وهو مع الأسف يسود بين كثير من الشبيبة والعمال - يشوه المسألة ولا يعالجها ، فالبرجوازية لا تقمع حرية تعبير العمال باللغة الشعبية أو البربرية فحسب ، بل هي تمنعها في جميع اللغات سواء كانت بربرية أو عربية شعبية (عامية) فرنسية أو فصية .

فاذا نظرنا من حولنا ، نشاهد الحسن الثاني يدشن لتوه في الرباط ، معبدا للدراسات البربرية .

فهل هذا يسمح باخفاء الطابع الرجعي العميق للنظام المغربي؟

بالتأكيد أنه من الصحيح أن " كل ثقافة قومية تتضمن عناصر ، حتى وان كانت هذه العناصر غير مطورة ، لثقافة ديموقراطية (أي معادية للامبريالية) واشتراكية ، ذلك لأنه في كل أمه توجد جماهير شغيلة ومستغلين والتي تولد ظروف عيشهم بالضرورة ايدولوجية ديموقراطية واشتراكية " . مع هذا فليس بأقل صحة من ذلك بأنه " في كل أمه (وهذا أيضا بالنسبة للأقليات) ، توجد أيضا ثقافة برجوازية (هي في الغالب غايه في التدنيس والرجعية) ليس فقط على شكل " عناصر " ثقافيه ولكن على شكل ثقافة مهيمنة " . ويختتم لينين القول :- " أيضا ، وبصفة عامة ، فان " الثقافة القومية " هي ثقافة كبار الملاك العقاريين رجال الدين والبرجوازية " . (٥)

من الواضح أن ليس وراء راية " الثقافة القومية " سينجح العمال على التجمع على أساس مصالحهم الطبقيه الخاصه . اننا لا ننكر بالطبع أهمية استعمال كافة أنماط التعبير المتوفرة لنشر الاشتراكية بين جماهير الشغيلة والشبيبة والنساء ، خاصة في الأرياف . إلا أن هذا يجب أن يتم دون أن ننسى ولو للحظة واحده بأن الأمر الأساسي هو مكافحة القومية البرجوازية والاقليميه في جميع اللغات والتصدي لهما بـ " الأممية البروليتارية " .

" ان الثقافة الأممية للحركة العماليه العالميه " تقوم - كما شرح ذلك لينين ، " باقتباس العناصر الديموقراطية (وهذا عائد طبعاً الى العامل الفلاحي ذو الطاقات الثوريه الكامنه) والاشتراكيه فقط من جميع الثقافات القومية ، نقبش هذه العناصر فقط وبشكل مطلق ضد الثقافة البرجوازية وضد القومية البرجوازية لدى كل الأمم " (٦) .

(١) المؤلفات الكامله بالفرنسيه الجزء ١٩ ص ٣٨٢ .

(٢) نفس المصدر .

(٣) المؤلفات الكامله الجزء ٢٠ ص ٢١ .

(٤) " " " ١٩ ص ٣٨١ .

(٥) " " " ٢٠ ص ١٦ - ١٧ .

(٦) " " " ٢٠ ص ١٧ .

الى قراء جريدتنا:

نرجو ان تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وان تبدوا لنا ملاحظتكم وتزودونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton, 75012 Paris.



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

الأممي عدد ١١ - سبتمبر ١٩٨٠

النمن : فرنسا 3 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 مليم

من أجل تصدّ فقال للهجمة المعادية للعمال المهاجرين

تضاعف البرجوازية الامبريالية تحت وطأة الأزمة الاقتصادية هجمات ضد الطبقة العاملة . وتوجه ضرباتها الأكثر قسوة نحو الفريق الأكثر ضعفا ، العمال المهاجرين .

ان حالة هؤلاء تزداد سوءا يوما بعد يوم . وظروف حياتهم وعملهم تتفاقم حدة باستمرار . فهم يقومون بأصعب وأقسى الأعمال بأجور متدنية ، وتزداد البطالة في صفوفهم ومعظمهم يسكنون في ظروف لا انسانية في الفويشات وغيرها تحت اشراف البوليس والكرافاخش .

ويزيد من حدة هذه الحالة الاجتماعية المتدنية للعمال المهاجرين تشديد مراقبة وتحديد الهجرة ، والحملات الاعلامية الشوفينية والعنصرية التي تغذيها البرجوازية

لقد دفع هذا الوضع الذي لا يطاق لخوض نضالات عديدة رائعة . فكان نضال العمال في الفويشات الذي دام حوالي ستة سنوات تنظم خلاله العمال في لجنة تنسيق جمعت عدة جنسيات باستقلال عن الجيسروات والوداديات والنقابات والأحزاب الانتهازية . كذلك نضال العمال الاثراك السريين ونضال عمال تنظيف المشرط الذين توحّدوا في ١٢ شركة مختلفة ونجحوا رغم عرقلة وجهاء (بونرات) الـ C.F.D.T . بالإضافة الى محاولات التصدي التي ينظمها الشباب العمال ضد الاعتداءات العنصرية وادراكهم ضرورة الرد والدفاع ضد هذه الهجمات . في مواجهة هذا الوضع فان النضالات التي يخوضها العمال تتجاوز مسألة السكن والأجور . انها مقاومة الاستغلال الرأسمالي الامبريالي ، ومقاومة التمييز الاقتصادي والاجتماعي والسياسي الذي يعاني منه الفريق المهاجر من العمال .

ان اجبار البرجوازية على التراجع يكون بحشد أكبر قدر من القوى العمالية ، وتجاوز التفرقة التي تغذيها البرجوازية بين العمال ، وهذه المهمة تعد من الضرورات الأولية للنضال على طريق تشكيل جبهة نضال روليتارية فعلية يتحد فيها عمال كل الفئات المهنية وكل القوميات . ان العنصرية الاساسية في هذا السبيل هي القوى المسيطره على الأجهزة النقابية التي بدل أن تضع امكاناتها وشبكاتها التنظيمية في خدمة النضالات ، فانها تستخدمها لخنق كل تحرك عمالي وتمنع نشر المعلومات عن النضالات

لقد عانت كل التجارب النضالية للعمال من تخريب التوجيه الاصلاحى والعمل للاحزاب الاصلاحية الاشتراكية الامبريالية (P.C.F ، P.S) والقيادات النقابية التابعة لها . وبالرغم من ذلك نجد قوى عديدة تحاول أن تصوّر للعمال بأن هذه الأحزاب والقيادات يمكن أن تخدم نضالاتهم بعد أن أخذ العمال يكتشفون من خلال تجاربهم خيانتها وأخذوا يتنظمون باستقلال عنها . ان هذا الدور القدر تلعبه بشكل مكشوف تنظيمات مثل (L.C.R) أو (P.C.M.L) ، وبغفل التجمعات مثل (F.A.S.T.I) أو (C.E.D.E.T.I.M) والمنظمات التي توجه الى (M.T.I) ، فقد دعت هذه القوى نقابية (C.F.D.T - U.R.P) للاشتراك من جديد في " لجنة التنسيق الوطني ضد القوانين المعادية للمهاجرين " تجمع الـ (M.T.I) رغم انكشاف خيانة هذه النقابة العلني عندما منعت ثروعتها يتبع ص 21

موقف الشيوعيين من المسألة الثقافية

ان الأحداث التي هزت منطقة القبائل ، وكان لها مداها في مناطق أخرى (كالجائر العاصمة على وجه الخصوص) تفسح لنا فرصة التطرق الى موقف الماركسيين الشوريين حيال " المسألة الثقافية " .

ينبثق موقف الشيوعيين حول هذه المسألة ، مثلما هو أيضا بالنسبة لجميع المسائل الأخرى ، من وجهة نظر الصراع الطبقي . وللتحديد أكثر نقول بأنهم يأخذون موقفهم تجاه هذه المسألة أو تلك انطلاقا من المصلحة العامة للبروليتاريا بأكملها ، متجاوزين كل الحواجز القومية أو اللغوية أو الجنسية أو الفئوية الى آخر ذلك .

وإذا كان صحيحا بأن الانتفاضة التي شهدتها منطقة القبائل منذ أواسط شهر مارس (آذار) الماضي ترجع قبل كل شيء الى الظروف الاجتماعية الكارثية والتي تبرز في ظلها جماهير الشغيله ، فليس من سبيل الصدفه مع هذا كله أن تأخذ غضبة وتحرك الجماهير في البداية طابع الاحتجاج الثقافي . فالقمع الثقافي المفروض في الواقع على نمط التعبير البربري ليس سوى واحد من أوجه القمع الذي يشغل كاهل الجماهير الشعبية في الجزائر .

فقد اختارت الطبقات الحاكمة في الجزائر ، منذ الاستقلال صبغة ثقافية ولغوية " أحادية " . معتبرة ان جوهر " الثقافة القومية " يتمثل بشعار العروبة والاسلام . وهو الشعار الذي تلوح به البرجوازية الجزائرية لمنع تفكك " جبهة التحالف الطبقي " التي تشكلت تحسب سيطرتها ايام سنوات حرب التحرير المعادية للاستعمار .

الآن ان الواقع الاقتصادي والاجتماعي يهزأ بهذا السلوك الذي تمليه على البرجوازية الجزائرية احتياجاتها السياسية ، ويفرض نفسه بالنهاية كمحرك لحثيات الأمور . ان هذا الواقع لا يمكن له أن يحمل محمل الجد تصريحات منطري البرجوازية . فالاندماج المتزايد دوما بالسوق الرأسمالية العالمية والذي شهيم عليه الامبريالية ، بالإضافة الى العلاقات " التاريخيه " التي تربط بين البرجوازية الفرنسية والبرجوازية الجزائرية . كلها عوامل دفعت نحو انبثاق " تقارب " ثقافي أصبح وثيقا ومحكما بين اوساط الامبريالية الفرنسية والاوساط العليا للبرجوازية الجزائرية وجزء كبير من الأنجلجنسيا البرجوازية الصغيره " الوطنية " .

فيما عدا ذلك فان ضعف السوق الوطني وفقير الحياة الاقتصادية بالإضافة للأمية التي لا تزال متفشية بمقدار كبير نسبيا في الاوساط الشعبية ، خاصة في الريف ، تشكل عوائقا أمام انصهار مختلف اللهجات العربية نفسها ، لكي لا نتحدث عن التحامها مع اللغة البربرية التي لا تزال اللغة الرئيسية لأكثر من خمسة ملايين جزائري .